

RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DE LA PLANIFICATION, CHARGÉ DES PRIVATISATIONS

DIRECTION DE L'ECONOMIE



# Bulletin d'Information ÉCONOMIQUE

3ème Trimestre 2005

[www.ministere-finances.dj](http://www.ministere-finances.dj)

## SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
<b>SYNTHESE</b>	<b>3</b>
<b>A. L'activité économique nationale au 3<sup>ème</sup> trimestre 2005</b>	
<b>I. La production énergétique</b>	
<i>1. La production d'eau courante</i>	<i>6</i>
<i>2. La production de l'énergie électrique</i>	<i>8</i>
<b>II. La Chaîne des Transports et des Télécommunications</b>	
<i>1. Le transport maritime</i>	<i>10</i>
<i>2. Le transport aérien</i>	<i>14</i>
<i>3. Le transport routier</i>	<i>17</i>
<i>4. Le transport ferroviaire</i>	<i>19</i>
<i>5. Les Télécommunications</i>	<i>21</i>
<b>III. La Création d'Activités et l'Emploi</b>	
<i>1. Le secteur privé</i>	<i>16</i>
<i>2. L'emploi</i>	<i>17</i>
<b>IV. Les prix à la consommation</b>	<b>19</b>
<b>B. Le Budget de l'Etat au 30 Septembre 2005</b>	
<b>I. Le tableau des opérations financières de l'Etat</b>	<b>21</b>
<b>II. Le programme des investissements publics</b>	<b>24</b>
<b>C. La situation monétaire au 30 Septembre 2005</b>	
<b>I. Evolution des Agrégats Monétaires</b>	<b>26</b>
<b>II. La Contrepartie de la Masse Monétaire</b>	<b>27</b>
<b>D. Divers Dossier</b>	
<b>La Microfinance à Djibouti</b>	<b>44</b>

# **SYNTHESE**

L'activité économique au cours de neuf premiers mois de l'année a été marquée par une hausse du trafic portuaire, un marché de travail caractérisé par plus de créations d'emplois que de suppressions et des finances publiques qui affichent un solde budgétaire intérieur excédentaire ainsi qu'une hausse des dépenses d'investissements publics indispensables à la croissance économique du pays. Par ailleurs, la hausse du volume des dépôts bancaires a bénéficié au crédit à l'économie qui connaît une progression depuis le début de l'année.

## **La production énergétique**

La production de l'énergie électrique en volume, a augmenté de 17% suite à la forte demande en cette période estivale, avec un prix moyen du KWh en hausse de 5%. Le volume de la production d'eau a par contre diminué de 18%, notamment celui de la capitale (- 22%).

## **La chaîne de transports et les télécommunications**

- Le volume de l'activité portuaire a dans l'ensemble enregistré des hausses aussi bien à l'entrée du port (+ 23%) qu'à la sortie (+ 22%). Ce résultat est soutenu par l'accroissement du trafic éthiopien qui représente au 3<sup>ème</sup> trimestre de cette année, 92% du volume des marchandises importées et 75% des exportations.
- Le transport aérien connaît une légère diminution des mouvements d'avions, néanmoins on note une progression du volume de l'activité du fret.

- Le trafic routier du corridor Djibouti-Galafi continue d'afficher des bons résultats, ainsi les mouvements de camions sont passés de 27 460 à 40 557 d'une année à l'autre, soit une hausse de 48%.
- Le transport ferroviaire reste confronté à une contraction de son volume d'activité, puisque les importations éthiopiennes par train ont chuté de 40%, de même que les exportations de 51%, seul le trafic à l'intérieur de l'Ethiopie (soit 17% du total) a connu une hausse de 69% au cours de cette période.
- L'activité de télécommunications a progressé en terme d'abonnés dans le domaine de la téléphonie fixe (+ 4%), du mobile (+ 30%) et de la connexion à l'Internet (+18%).

### **Le marché du travail**

Durant le troisième trimestre 2005, le marché de travail se caractérise par une hausse de la création d'emplois (+ 33%) et une réduction du nombre d'emplois supprimés (-19%). En terme net il a été crée 162 emplois, le secteur de l'« Entretien & réparation », celui des « bureaux d'Etudes » ainsi que celui du commerce (gros et détail) ont été les principaux pourvoyeurs d'emplois au cours de cette période.

### **L'inflation et la situation monétaire**

- L'indice des prix à la consommation a progressé de 3,8% entre septembre 2004 et septembre 2005. Les prix les plus inflationnistes ont été ceux de la fonction « Logement, Eau et Electricité » (+ 7%), ceux de la fonction « Santé » (+ 5%) et ceux des « Produits alimentaires et Boissons » (+ 2,6%).
- La masse monétaire a enregistré une hausse de 12,8% sur une période d'un an sous l'impulsion des dépôts en francs djiboutien (+ 7%) et surtout les dépôts en devises (+ 19%). En ce qui concerne les contreparties de la masse monétaire, les Avoirs extérieurs nets ont augmenté de 13%, tandis que le crédit à l'économie s'est amélioré de 9%.

### **Les Finances publiques**

Sur le plan de l'exécution budgétaire au 30 Septembre 2005, les recettes et dons (29,958 milliards FD) et les dépenses totales (30,767 milliards FD) se sont traduits par un déficit global base de 809 millions FD, proche de celui constaté en 2004 à la même période (800 millions FD).

Néanmoins, les recettes propres (25, 443 milliards FD) ont pu couvrir les dépenses courantes (22, 424 milliards FD), c'est ainsi que le solde budgétaire intérieur a dégagé un excédent de 3,019 milliards FD, lequel est deux fois supérieur à l'excédent enregistré en septembre 2004.

## A- L'Activité Economique Nationale au cours du 3<sup>ème</sup> Trimestre 2005

### I - La Production Energétique

#### 1 – Production et Consommation d'eau

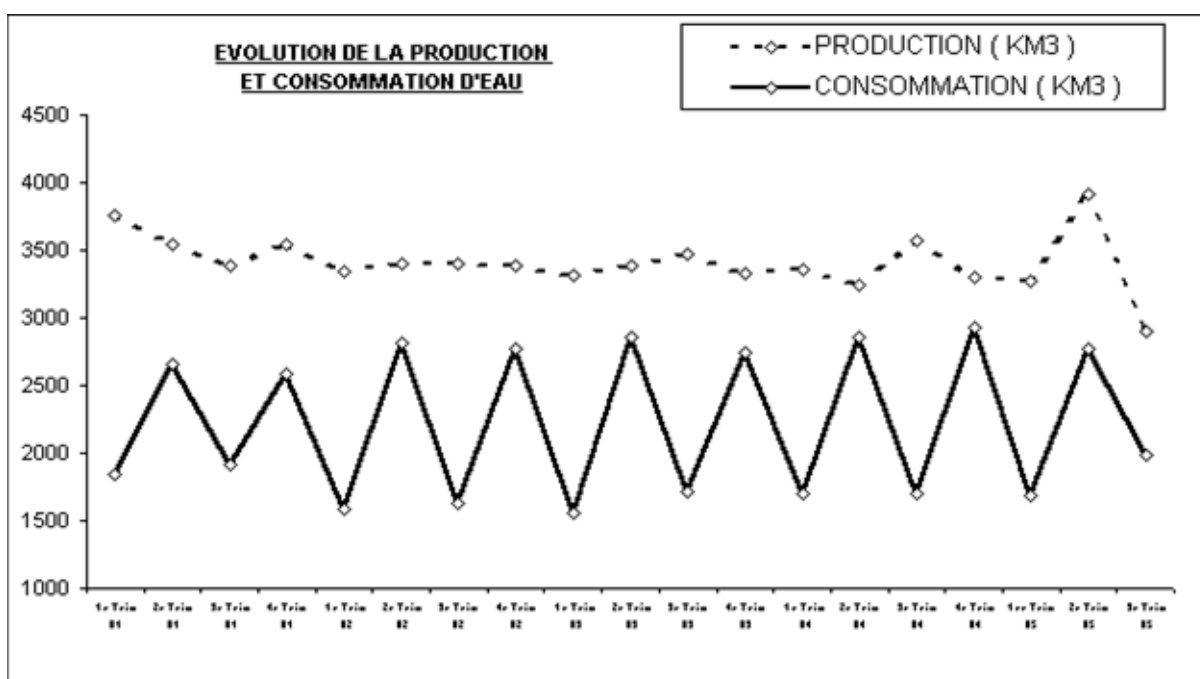
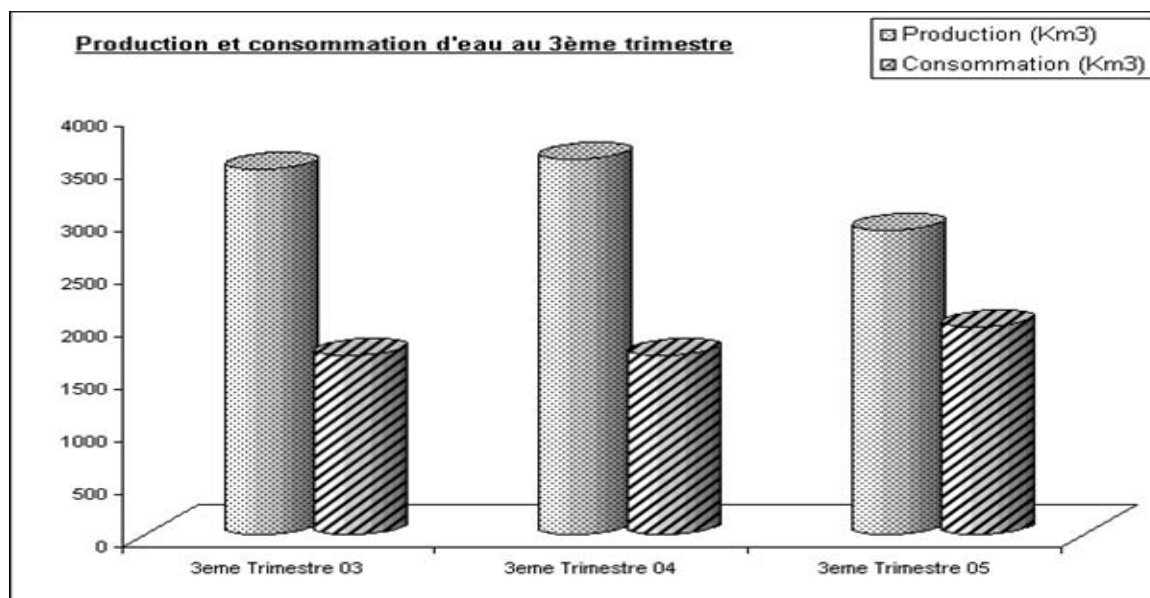
Statut (en milliers de m <sup>3</sup> )	3 <sup>ème</sup> trimestre 03	3 <sup>ème</sup> trimestre 04	3 <sup>ème</sup> trimestre 05	Variations sur 12 mois
<b><u>Production</u></b>	<b>3 472</b>	<b>3 567</b>	<b>2 895</b>	<b>-18,8%</b>
- Djibouti ville	2 941	3 044	2 367	-22%
- Districts	531	523	528	+0,1%
<b><u>Consommation</u></b>	<b>1 708</b>	<b>1 707</b>	<b>1 979</b>	<b>+ 16%</b>
- Djibouti ville	1 511	1 503	1 800	+ 19%
- Districts	197	204	179	- 12%
<b><u>Pertes sur le réseau (bimensuelle)</u></b>	<b>35 %</b>	<b>37 %</b>	<b>31,6%</b>	<b>- 14,5%</b>
- <b>Djibouti ville</b>	32 %	36 %	24%	- 33%
- <b>Districts</b>	47 %	43 %	66%	+ 53%
<b>Nombre d'abonnés</b>	<b>15 158</b>	<b>15 402</b>	<b>16 129</b>	<b>+ 4,7%</b>

Source : ONED

- La production d'eau au cours du troisième trimestre 2005 a subi une baisse en volume de 18% comparée à celle de la même période en 2004. Cette baisse a été la plus forte à Djibouti ville (-22%) où l'on réalise 80% de la production totale.
- Le niveau de la consommation a par contre progressé de 16%, grâce à la hausse enregistrée par la consommation dans la capitale (+ 19%), alors que celle des districts accuse une baisse de 12%. Cette situation de hausse de la consommation à Djibouti ville pourrait s'expliquer par la forte demande qui caractérise la période estivale.
- On note une diminution de 14% des pertes sur le réseau, les quelles sont passées de 37% à 31% d'une année à l'autre. important entre le volume de la production et celui de la consommation s'est traduit naturellement

par des pertes sur le réseau qui se sont considérablement aggravées par rapport à celles de l'année dernière.

- Le nombre d'abonnés qui s'établit à 16 129 enregistre quant à lui une légère hausse de 4%.



## 2- Production et Consommation d'électricité

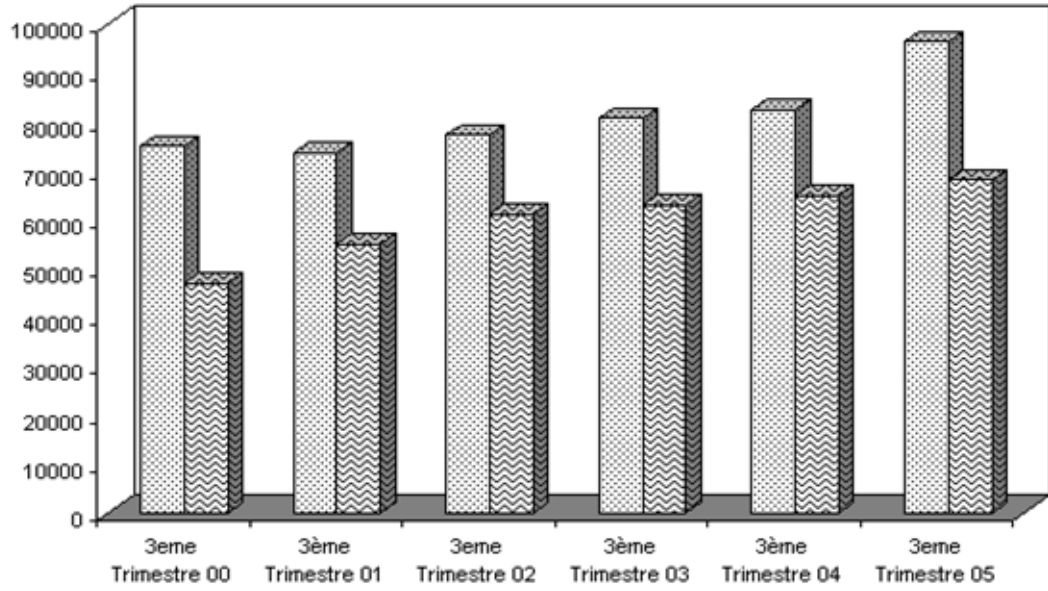
<b>Statut</b>	<b>3<sup>ème</sup> trimestre 03</b>	<b>3<sup>ème</sup> trimestre 04</b>	<b>3<sup>ème</sup> trimestre 05</b>	<b>Variations /12 mois</b>
Energie produite (MW)	80 770	82 337	96 386	+ 17 %
Energie consommée (MW)	62 932	64 834	68 098	+ 5 %
Taux de rendement	78%	79 %	71%	- 10 %
Prix moyen du kWh en FD	40	42	44	+ 5 %
Nombre d'abonnés	31 896	32 950	34 281	+ 4 %

Source : EDD

- L'énergie produite par l'Electricité de Djibouti au troisième trimestre de l'année s'élève à 96 386 MW, soit une hausse de 17% par rapport à la puissance enregistrée au troisième trimestre 2004.
- Le niveau d'énergie consommé soit 68 098 MW a connu une progression de 5% comparé à la consommation de la même période en 2004.
- Le taux de rendement (rapport entre consommation et production) qui s'établit à 71% a baissé de 10 %, ce même taux atteignait 79 % au troisième trimestre 2004.
- Le prix moyen de vente du KWH (44 FD) a augmenté de 5% par rapport à celui de la même période de l'année 2004.
- Enfin, les abonnés à l'EDD ont vu leur nombre passer de 34 281 au troisième trimestre 2004 à 32 950 au troisième trimestre 2005, soit une légère hausse de 4 % d'une année à l'autre.

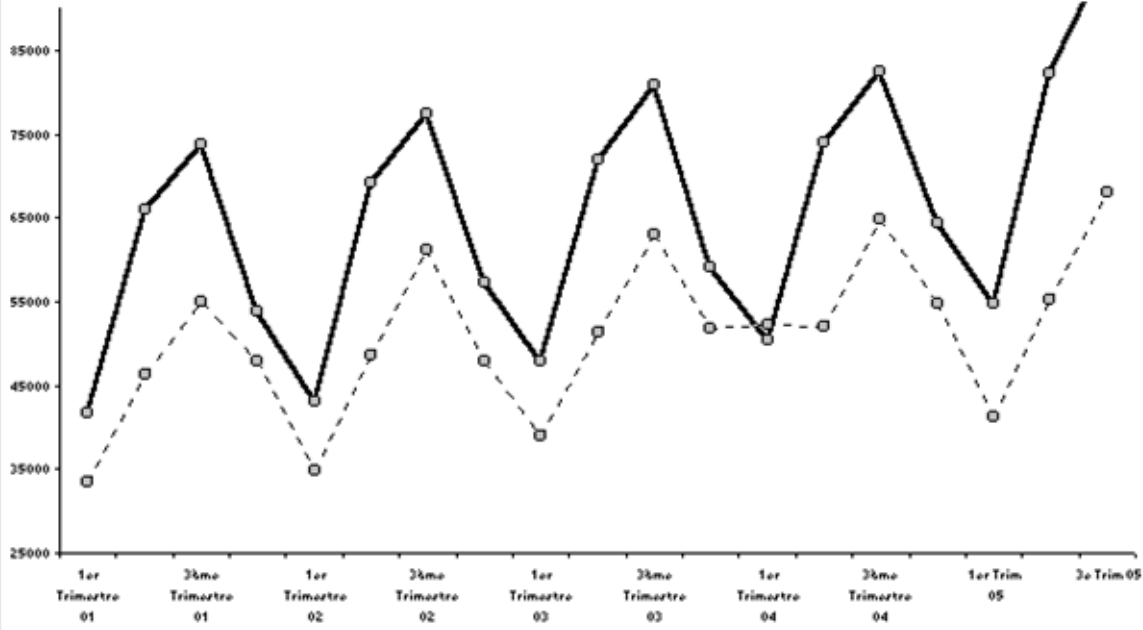
**Production et Consommation  
d'électricité au 3ème Trimestre 2005**

▣ PRODUCTION ( MWh )  
▣ CONSOMMATION ( MWh )



**ENERGIE ELECTRIQUE**

—○— PRODUCTION (MWh)  
- - ○ - - CONSOMMATION (MWh)



## II – La Chaîne des Transports et les Télécommunications

### 1. Le Transport Maritime au 3<sup>ème</sup> trimestre 2005

L'activité portuaire en terme de volume de marchandises embarquées et débarquées au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2005 a évolué comme suit :

#### A l'Entrée (en tonnes)

Statut	3 <sup>ème</sup> trimestre 03	3 <sup>ème</sup> trimestre 04	3 <sup>ème</sup> trimestre 05	Variations	
				/ 1 an	/ 2 ans
<b><u>Marchandises sèches</u></b>	<b>988 744</b>	<b>578 647</b>	<b>774 782</b>	+ 34 %	- 21,6 %
- Djibouti	109 319	82 072	51 139	- 37,6%	- 53 %
- Ethiopie	700 290	495 401	719 055	+ 45 %	+ 2,7 %
- Somalie	161	144	73	- 49%	- 54,6 %
- Transbordement	178 974	1 030	4 515	+ 338%	- 97,4 %
<b><u>Hydrocarbures</u></b>	<b>380 863</b>	<b>360 419</b>	<b>386 873</b>	+ 7,3 %	+ 1,6 %
- Djibouti	69 974	32 900	58 416	+ 77,5 %	- 16,5 %
- Ethiopie	310 889	327 519	328 457	+ 0,3 %	+ 5,6 %
<b>Total</b>	<b>1 369 607</b>	<b>939 066</b>	<b>1 161 655</b>	<b>+ 23,7%</b>	<b>-15%</b>

Source : PAID

Le volume de marchandises sèches débarquées au port se chiffre à 774 782 tonnes au troisième trimestre 2005, soit une hausse de 34 %.

Les importations éthiopiennes ont augmenté de 45 % (notamment les métaux et ouvrages métalliques + 41 % et les produits chimique 168 %).

Les importations djiboutiennes ont par contre baissé de 37 % en s'établissant à 51 139 tonnes contre 82 072 tonnes au 3<sup>ème</sup> trimestre 2004.

Ce résultat est essentiellement dû aux importations des produits des industries alimentaires et boissons (-22%), et les métaux et ouvrages métalliques (-88 %).

Le trafic de transbordement réalise quant à lui une hausse importante de 338 % grâce aux importations des produits agricoles de l'élevage et de la pêche (+ 814) et aux importations du bois, cuirs et papiers (+120 %).

Par ailleurs, les importations d'hydrocarbures qui se montent à 386 873 tonnes ont progressé de 7,3 % par rapport au volume importé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2004. Ce résultat est largement influencé par les importations djiboutiennes d'hydrocarbures qui sont en hausse de 77,5 % par rapport à l'année dernière, alors que celles destinées à l'Ethiopie sont restées stables.

#### A la Sortie (en tonnes)

Statut	3 <sup>ème</sup> trimestre 03	3 <sup>ème</sup> trimestre 04	3 <sup>ème</sup> Trimestre 05	Variation	
				/ 1an	/2 ans
<b>Marchandises sèches</b>	<b>281 845</b>	<b>151 483</b>	<b>185 208</b>	<b>+ 22 ,3 %</b>	<b>- 34 %</b>
- Djibouti	239	304	1 261	+ 315 %	+ 427 %
- Ethiopie	83 020	106 374	138 965	+ 30,6 %	+67,4 %
- Somalie	0	44	0	0 %	0 %
- R.Transbordement	198 586	44 761	44 982	+ 0,49 %	- 77,3 %

Source : PAID

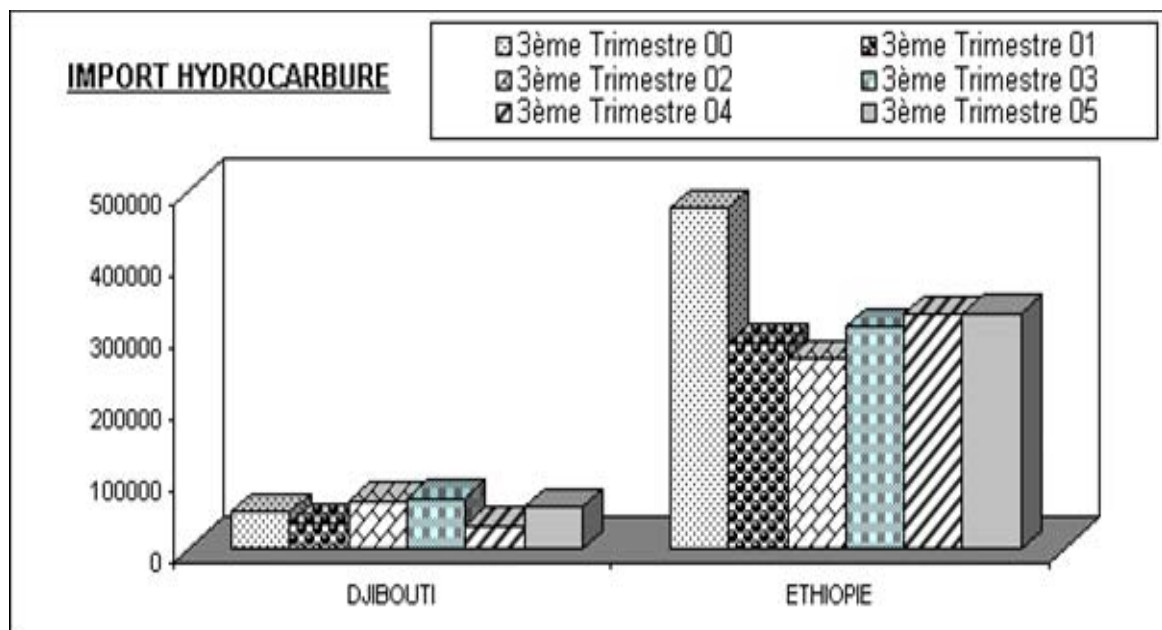
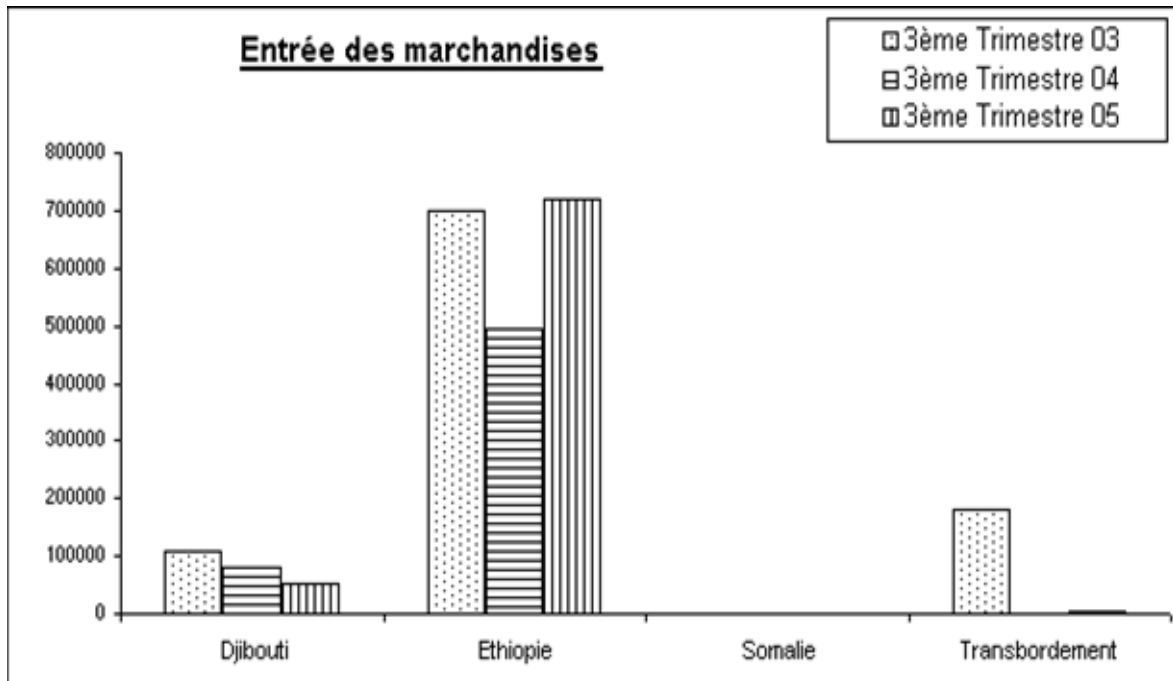
Avec un volume de 185 208 tonnes le trafic à l'export a augmenté de 22,3 % comparé au volume embarqué au 3<sup>ème</sup> trimestre 2004. Ce résultat est obtenu sous l'impulsion des exportations djiboutiennes et éthiopiennes qui ont augmenté respectivement de 315 % et de 30,6 %.

➤ **Djibouti**

- Produits agricoles, de l'élevage et de la pêche : + 268 %
- Bois, cuirs, papiers : +500 %

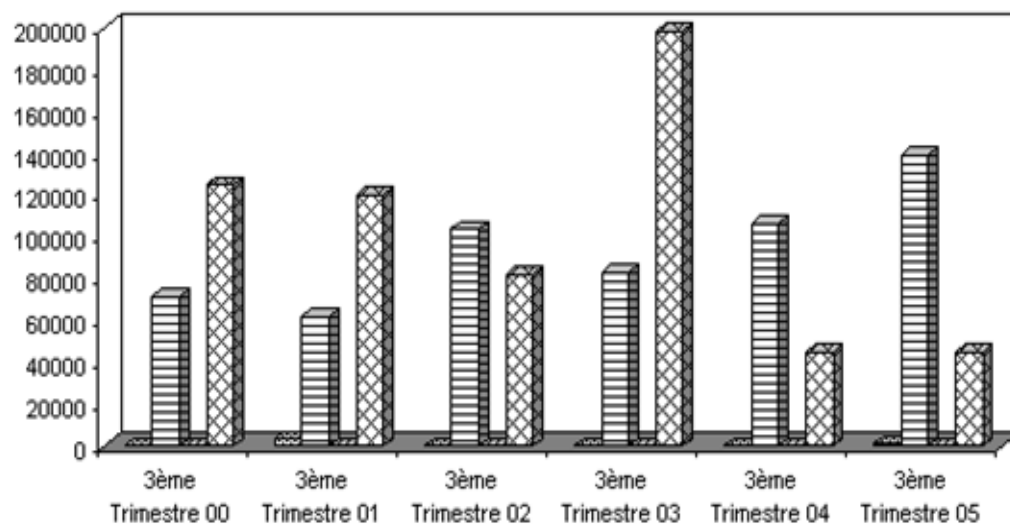
➤ **Ethiopie**

- Produits agricoles, de l'élevage : 34,2 %
- Bois, cuirs, papiers : +12 %



### **SORTIE DES MARCHANDISES (en tonnes)**

■ Djibouti      ■ Ethiopie  
■ Somalie      ■ R. Transbordement



## **2. Le transport aérien**

Statistiques du trafic commercial de l'Aéroport International de Djibouti au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2005 (arrivées et départs)

Compagnie	Mouvements d'avions		Passagers locaux *		Fret (tonnes)	
	3 <sup>ème</sup> trimestre 04	3 <sup>ème</sup> trimestre 05	3 <sup>ème</sup> trimestre 04	3 <sup>ème</sup> trimestre 05	3 <sup>ème</sup> trimestre 04	3 <sup>ème</sup> trimestre 05
Air France	54	50	4 159	4 787	238,3	246,3
Ethiopian	218	236	4 122	3 725	295,0	853,3
Yemenia	124	130	7 016	9 525	97,2	99,5
Dallo Airlines	510	482	9 324	6 987	248,8	313,8
Djib Airlines	484	404	10 309	7 894	902,2	480,3
Kenya Airways	36	50	656	1 418	1,5	14,1
COTAM	44	36	2 949	2 565	128,3	76,2
ONG	8	0	0	0	0,0	0,0
Erythrean Air	0	98	0	1 698	0,0	14,1
British Air	86	0	738	0	5,2	0,0
Divers	3 520	2 944	381	929	568,2	555,2
<b>TOTAL</b>	<b>5 084</b>	<b>4 430</b>	<b>39 654</b>	<b>39 528</b>	<b>2 384,7</b>	<b>2 652,8</b>
<b>Variations</b>		<b>- 13%</b>		<b>- 0,3%</b>		<b>+ 11,2%</b>

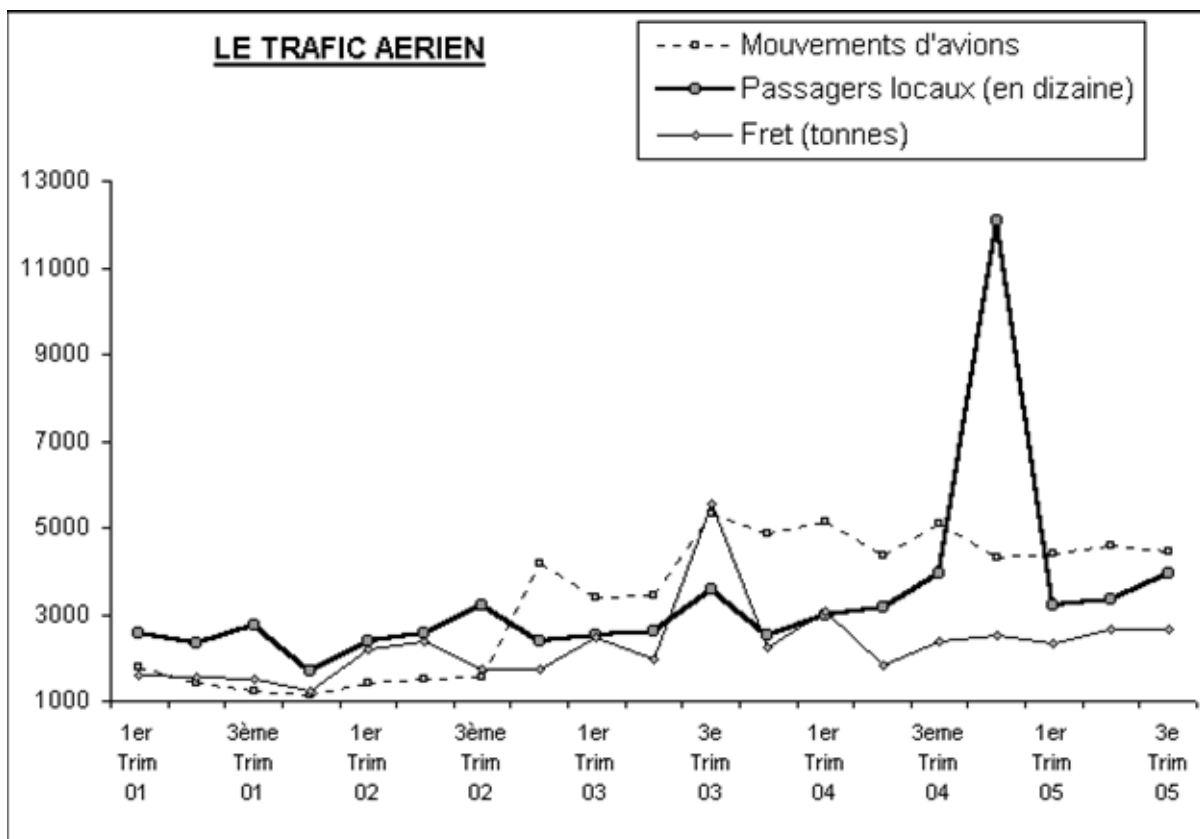
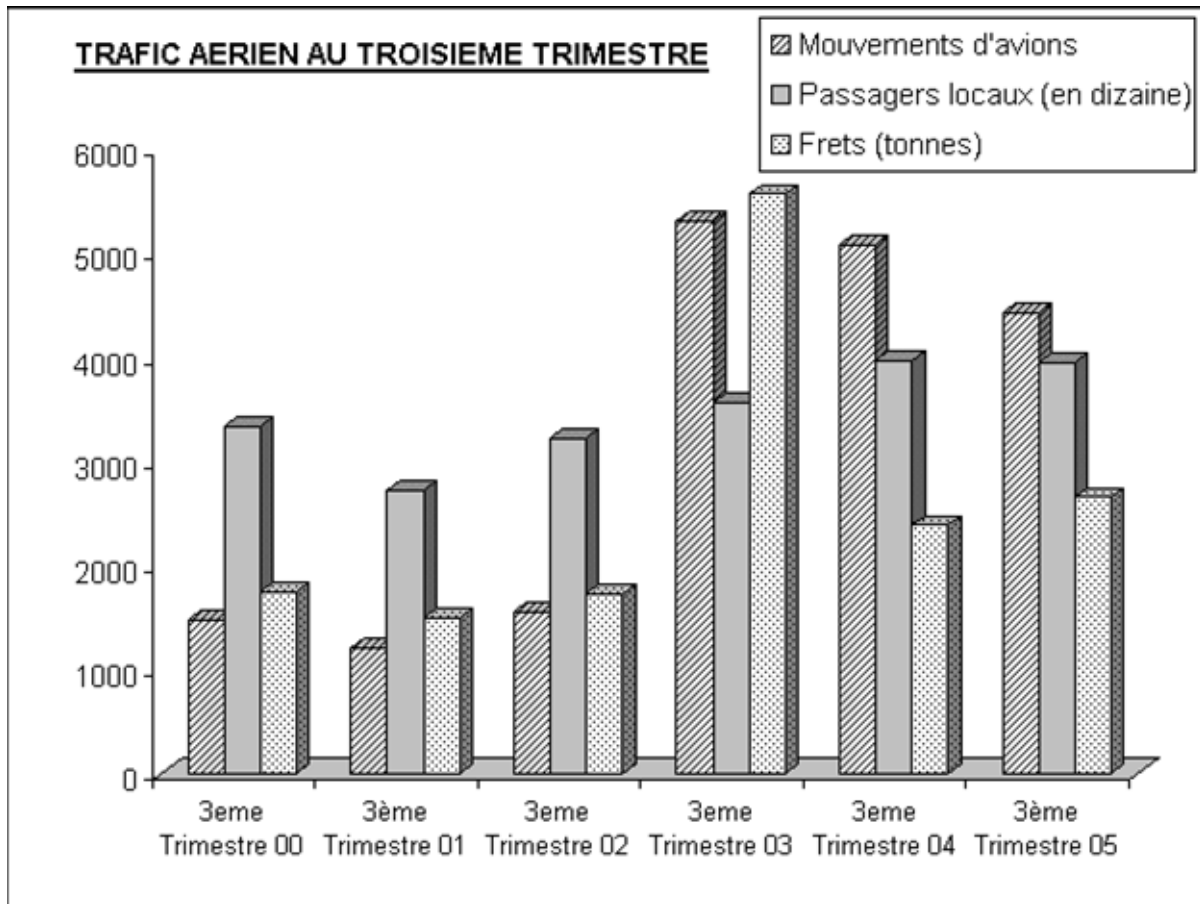
Source AID (service marketing)

(\* )Hors transit.

L'analyse suivante des variations du trafic pour le troisième trimestre 2005 par rapport au troisième trimestre 2004 résulte essentiellement des contacts que les responsables du département marketing ont mené auprès des transporteurs concernés afin de mieux cerner la tendance qui se dégage dans la plupart des rubriques.

Les faits importants qui ont caractérisé le trafic commercial de l'aéroport pour le troisième trimestre 2005 pour toutes les compagnies desservant l'Aéroport : une légère baisse au niveau des passagers (-0,3%) pour certaines compagnies régulières et cela malgré l'arrivée de nouvelles compagnies (Erytrean Airlines et Kenya Airways) ; le trafic du fret a par contre progressé de 11% grâce aux résultats positifs des compagnies comme Ethiopian et Dallo Airlines.

- Arrêt des vols de yemenia vers Taïz à partir de mi septembre ;
- Arrêt des vols de Dalloo vers Paris vers la mi septembre ;
- suppression d'un vol vers Dubaï pour la compagnie Djibouti Airlines en septembre alors qu'elle assurait deux vols par semaine durant les mois précédents ;
- Suppression de certains vols vers la somaliland pour Djibouti Airlines et Dalloo pour des raisons économiques en septembre (mercredi et dimanche pour Dalloo, lundi et jeudi pour Djibouti Airlines) ;
- Début de vols de la nouvelle compagnie Erytrea Airlines vers la mi- février et sa fréquence à destination d'Asmara et Dubaï en Boeing 767 est en forte progression ;
- Acheminement de produits pharmaceutiques vers Adis Abeba par Ethiopian Airlines en septembre 2005 (soit 253 tonnes de marchandises au départ de Djibouti) ;
- Augmentation du nombre de passagers pour les compagnies Air France (+15%) et Yemenia (+ 35% notamment les vols qui desservent Marseille via Sanaa de Djibouti le dimanche soir) ;
- Rotation pour l'acheminement du khat au profit de Ethiopian Airlines.



### **3- Le Transport Routier**

Evolution des mouvements des camions enregistrés par le Fonds Routier

	<b>3ème trimestre 2003</b>	<b>3ème trimestre 2004</b>	<b>3ème trimestre 2005</b>	<b>Variation sur 1 an</b>
B.T.E	22 569	18 180	25 233	+ 39 %
Total	2 418	2 365	3 299	+ 40 %
Mobil	1 952	1 722	2 506	+ 45,5 %
PK 51	6 462	5 182	9 185	+ 77,2 %
Transit somaliland	232	11	334	.....
<b>Ensemble des bureaux</b>	<b>33 633</b>	<b>27 460</b>	<b>40 557</b>	<b>+ 48 %</b>

Sources : Fonds d'Entretien Routier (FER)

Les mouvements de camions à destination de l'Ethiopie qui s'élèvent à 40 557 enregistrent une augmentation importante de 48 % comparé à ceux du 3<sup>ème</sup> trimestre 2004.

Avec 25 233 mouvements le trafic à l'entrée du bureau de transit éthiopien (BTE) qui représente 62 % de l'ensemble, a vu son trafic augmenter de 39 %.

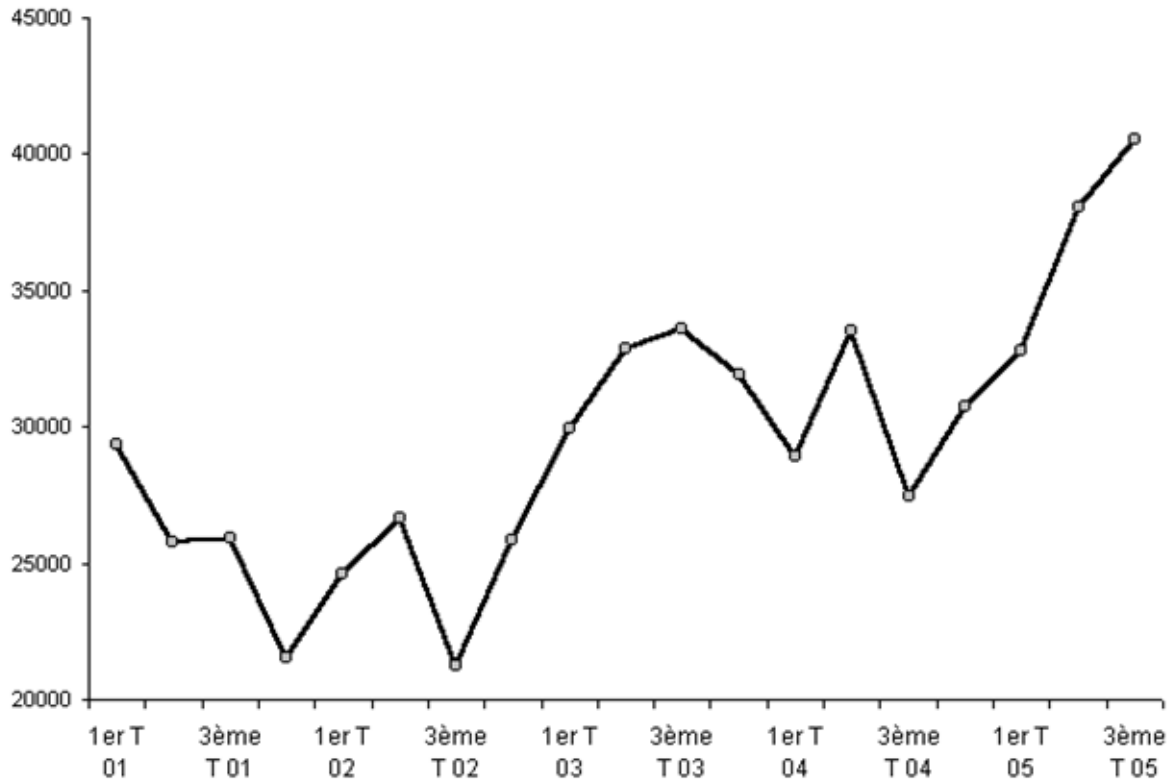
Les trafics des camions à l'entrée des sociétés pétrolières TOTAL et MOBIL qui représentent à eux deux 14 % de l'ensemble ont enregistré des hausses respectives de 40 % et 45,5 %.

Le trafic de camions au PK 51 qui s'élève à 9 185 mouvements de camions, soit 23 % de l'ensemble de mouvements a connu une hausse de 77,2 %.

Par ailleurs, on assiste à une reprise du trafic de transit vers la somaliland avec 334 mouvements de camions au troisième trimestre de cette année contre 11 seulement à la même période de l'année passée.

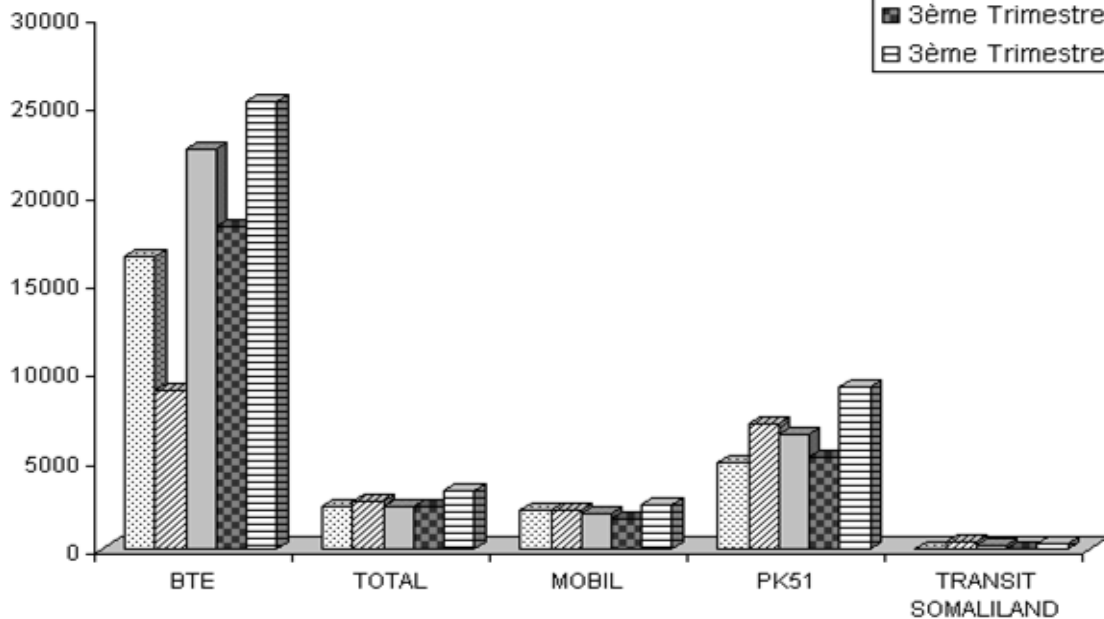
### Evolution des transports en camion

**Nombre de camions**



### TRANSPORT ROUTIER PAR SECTEUR

- ▨ 3ème Trimestre 01
- ▩ 3ème Trimestre 02
- ▧ 3ème Trimestre 03
- 3ème Trimestre 04
- ▤ 3ème Trimestre 05



#### **4 . Le Transport Ferroviaire Djibouto – Ethiopien (CDE )**

	<b>3<sup>ème</sup> trimestre 03</b>	<b>3<sup>ème</sup> trimestre 04</b>	<b>3<sup>ème</sup> trimestre 05</b>	<b>Variation sur un an</b>
<b>Marchandises</b> (en tonnes)				
- Exportations	16 531	22 165	10 709	- 51 %
- Importations	37 609	23 430	14 128	- 40 %
- Trafic intérieur	3 426	3 143	5 332	+ 69 %
<b>Total</b>	<b>57 566</b>	<b>48 738</b>	<b>30 169</b>	<b>- 38 %</b>
<b>Voyageurs</b>	<b>19 744</b>	<b>2 109</b>	<b>2 719</b>	<b>+ 29 %</b>

Source : CDE

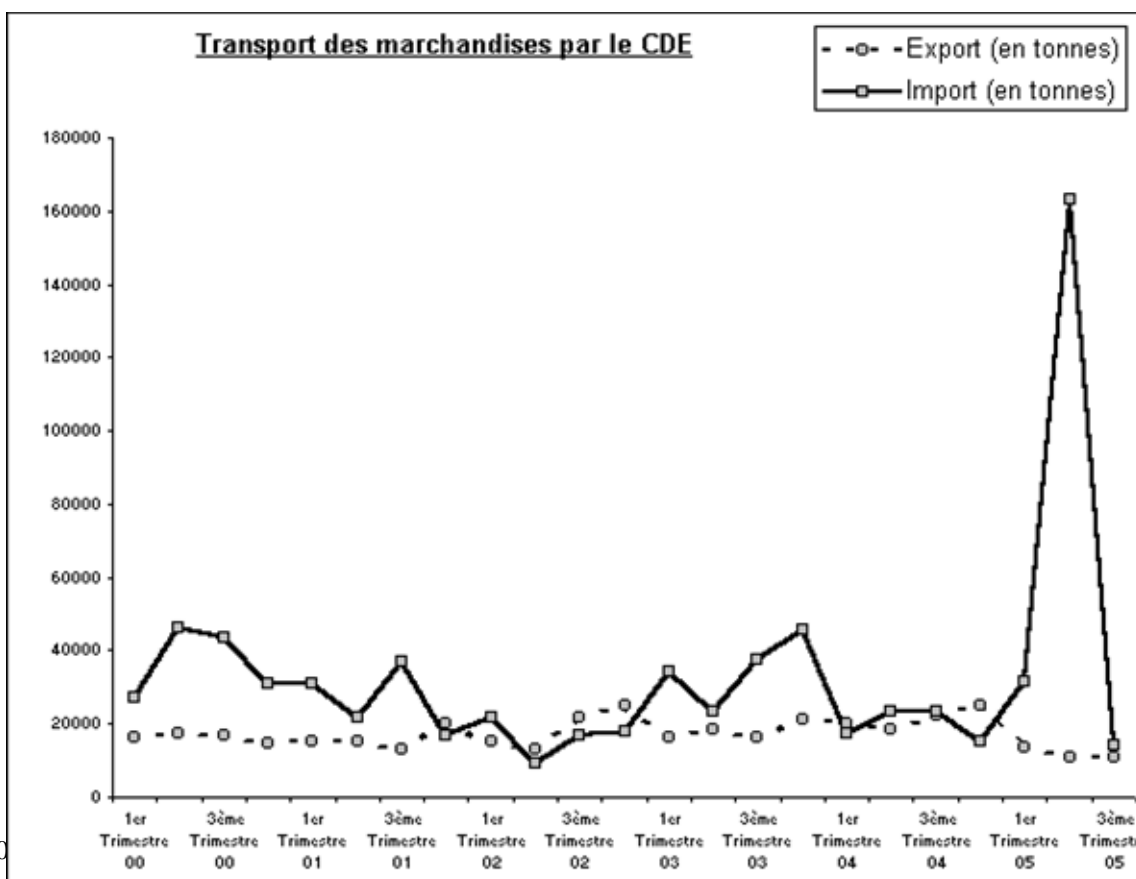
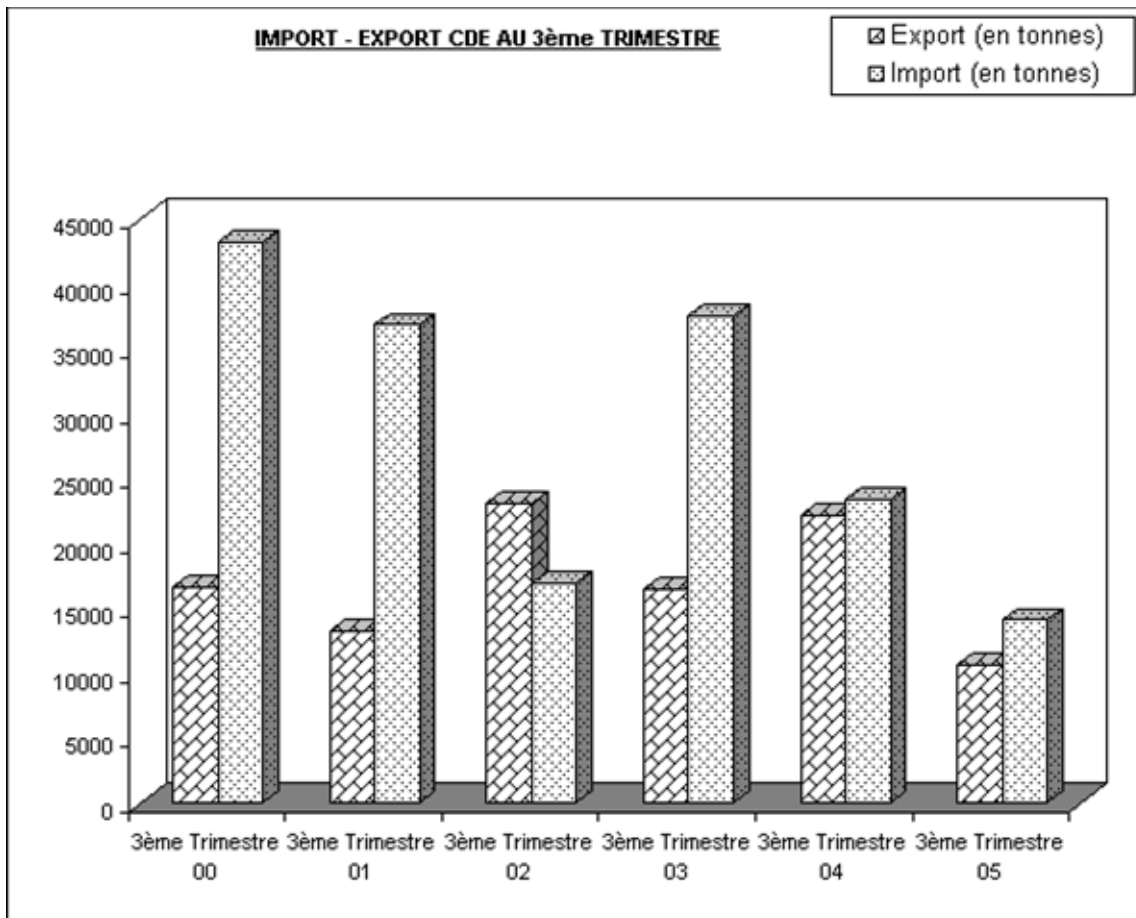
Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2005, le trafic du chemin de fer Djibouto-Ethiopien qui se monte à 30 169 tonnes enregistre une baisse de 38 % par rapport au trafic du 3<sup>ème</sup> trimestre 2004.

Le volume des importations éthiopiennes par chemin de fer a considérablement diminué de 40 % en une année. Ce ralentissement est dû essentiellement aux importations de blé (- 65,7 %) ; à ceux des carburants qui sont complètement inexistantes au 3<sup>ème</sup> trimestre 2005 et des produits alimentaires (-761 %).

Les exportations éthiopiennes acheminées par train ont également connu une baisse de 51 % avec un volume de 22 165 tonnes pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2005. Cette baisse est due aux exportations de café (- 53 %) ; aux exportations de légumes et fruits frais (-42 %) ; de mélasse (-55 %) et des bestiaux (-58 %).

Cependant le trafic intérieur en Ethiopie affiche une très forte hausse de 69% en passant de 3 143 tonnes à 5 332 tonnes d'une année à l'autre.

Le nombre de voyageurs qui ont emprunté le train, soit 2 719 passagers a augmenté de 29 % comparé au nombre du 3<sup>ème</sup> trimestre 2004. Par contre, ce nombre a largement chuté par rapport à celui d'il y a deux ans (-86%).



## **5. Les télécommunications**

A la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2005, l'évolution du nombre d'abonnés de Djibouti Télécoms se présente comme suit :

Services	3 <sup>ème</sup> semestre 2003	3 <sup>ème</sup> semestre 2004	3 <sup>ème</sup> semestre 2005	Variation /12 mois
Lignes téléphoniques fixes	10 207	10 800	11 249	+ 4 %
Abonnés GSM actifs	23 926	(1) 31 998	41 726	+ 30 %
Abonnés Internet	1 972	2 740	3 225	+ 18 %
Nombre moyen d'abonnés étrangers en Roaming GSM	Service non disponible	Service non disponible	1 045	

(1) Environ 4 000 comptes d'abonnés périmés ont été retirés du réseau en janvier 2004 pour libérer des capacités pour des abonnés nouveaux.

L'activité du réseau au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre est mesurée par les chiffres suivants :

Trafics générés (en minutes) (1)	3 <sup>er</sup> semestre 2003	3 <sup>er</sup> semestre 2004	3 <sup>er</sup> semestre 2005	Variation 12 mois
Par les abonnés GSM actifs	3 561 657	5 063 744	6 976 158	+ 38 %
Connexions Internet (2)	9 297 800	14 351 106	16 344 861	+ 14%

(1) Indicateur non disponible sur le réseau fixe.

(2) Hors trafic généré par les abonnés connectés en haut débit par liaisons spécialisées.

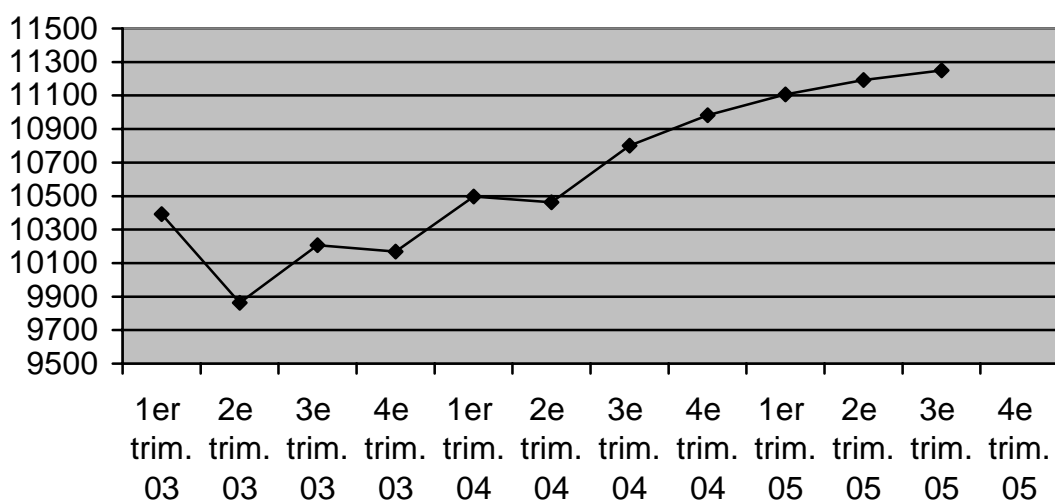
Sur le réseau mobile EVATIS, la croissance sur un an est très forte à la fois en nombre de clients (30%) et en volume de trafic (38%). On notera que l'effet de « réseau » joue, à savoir le trafic croît plus vite que le nombre d'abonnés.

De même, pour les services d'accès à l'Internet, la demande est très forte en nombre d'abonnés (18%) et en temps de connexion (14% pour les connexions par le réseau téléphonique).

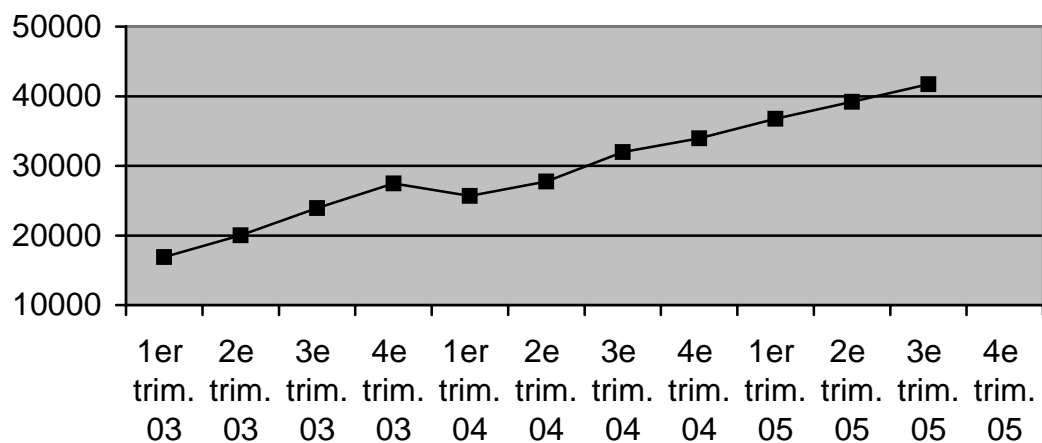
La demande en lignes téléphoniques fixes a connu une croissance de 4% sur un an après la reprise d'un rythme soutenu de 7% constaté au trimestre précédent. Ceci est un excellent résultat, compte tenu de la « concurrence » interne avec le téléphone mobile.

Notons que dans la même période, le nombre de cabines téléphoniques privées (service téléphonique mis à la disposition du public par un commerçant privé en contrat avec Djibouti Télécoms) est passé de 360 à 615, dont 58 dans les districts de l'intérieur, permettant ainsi à un plus grand nombre de djiboutiens d'accéder au service téléphonique à des conditions de coûts raisonnables.

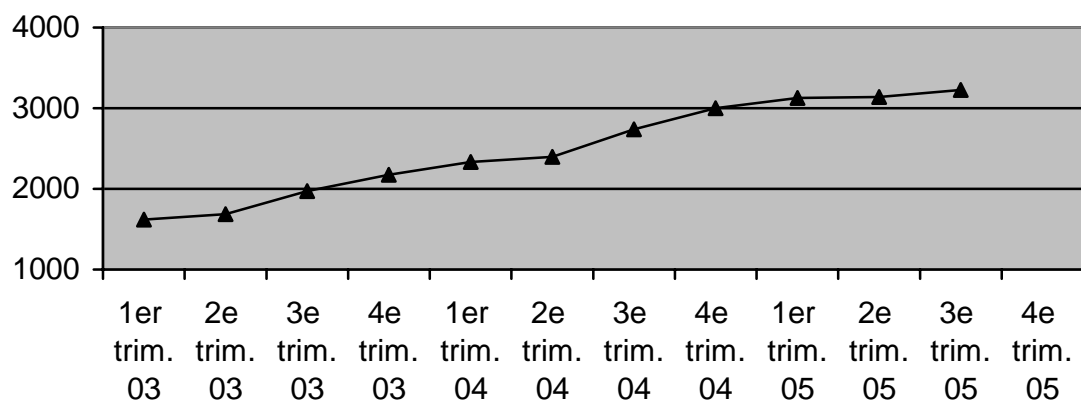
#### **Evolution du nombre de lignes téléphoniques fixes**



### Evolution du nombre d'abonnés mobiles actifs



### Evolution du nombre d'abonnés à Internet



### **III. La Création d'Activités et l'Emploi au 3<sup>ème</sup> trimestre 2005**

#### **1 - Création d'activités dans le privé**

<b>Secteurs</b>	Création au 3 <sup>ème</sup> Trimestre 2004 (1)	Cessation Au 3 <sup>ème</sup> Trimestre 2004 (2)	Création Nette (1)-(2)	Création au 3 <sup>ème</sup> Trimestre 2005	Cessation Au 3 <sup>ème</sup> Trimestre 2005	Création Nette
Entrepreneurs BTP	45	13	32	12	0	12
Importateurs	4	5	- 1	8	0	8
Commerçants	58	18	40	11	2	9
Prestataires de Services	31	13	18	11	2	9
<b>TOTAL</b>	<b>138</b>	<b>49</b>	<b>89</b>	<b>42</b>	<b>4</b>	<b>38</b>

Source : S/D Recettes Directes

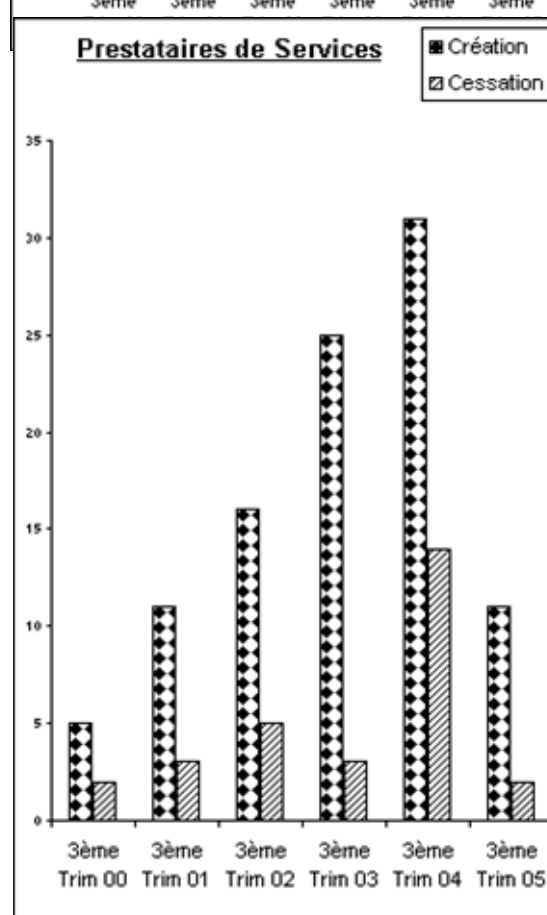
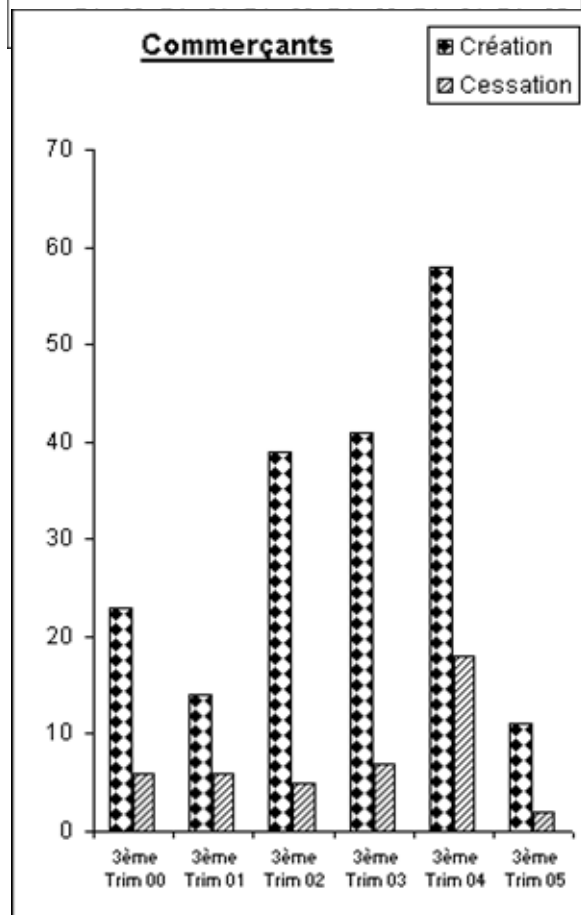
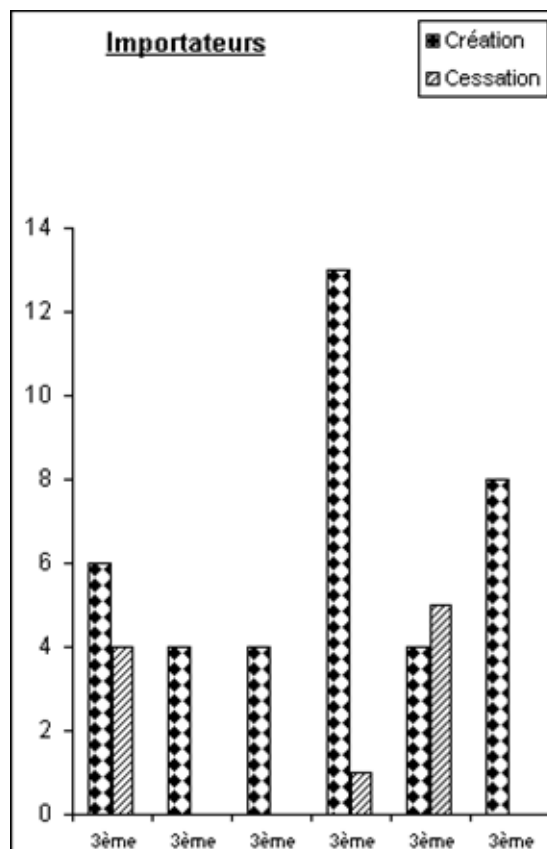
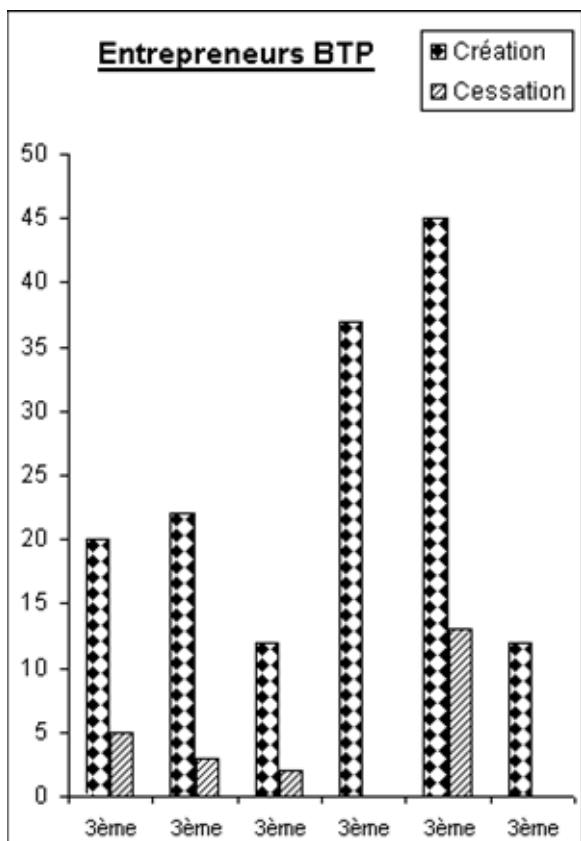
#### **Structure de la création brute d'activités**

<b>Secteurs</b>	<b>3<sup>ème</sup> Trimestre 04</b>	<b>3<sup>ème</sup> Trimestre 05</b>
Entrepreneurs BTP	32,6 %	28,5 %
Importateurs	2,9 %	19 %
Commerçants	42 %	26,2 %
Prestataires de Services	22,5 %	26,2 %

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2005, il a été enregistré à la sous direction des recettes directes 42 nouvelles demandes de patentes contre 4 cessations d'activités, soit une création nette de 38 activités. On note que la création nette d'activités a chuté de 57% d'une année à l'autre.

La rubrique entrepreneurs du Bâtiment et TP arrive en tête des créations d'activités (avec 28,5 % du total) au 3<sup>ème</sup> trimestre 2005 en affichant 12 créations et aucune cessation.

Les rubriques « commerçants » et « prestataires des services » suivent et représentent chacun 26 % du total des créations au 3<sup>ème</sup> trimestre 2005.



## 2 - L'Emploi

### Evolution du nombre des salariés déclarés à l'OPS au 3<sup>ème</sup> trimestre 2005

Secteurs	3 <sup>ème</sup> Trimestre 04		3 <sup>ème</sup> Trimestre 05		Parts dans le total	
	embauche	licenciement	embauche	licenciement	embauche 3 <sup>ème</sup> trim. 04	embauche 3 <sup>ème</sup> trim. 05
<b>Secteur 0</b>	<b>27</b>	<b>160</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0.0%</b>	<b>0.0%</b>
Domestiques	27	160	0	0		
<b>Secteur 1</b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>37</b>	<b>15</b>	<b>8.8%</b>	<b>5.6%</b>
Industries	0	2	24	8		
Artisanats	10	0	13	7		
<b>Secteur 2</b>	<b>39</b>	<b>16</b>	<b>88</b>	<b>44</b>	<b>21.0%</b>	<b>16.4%</b>
Bâtiments et TP	39	16	88	44		
<b>Secteur 3</b>	<b>90</b>	<b>68</b>	<b>91</b>	<b>100</b>	<b>21.7%</b>	<b>37.5%</b>
Commerce de détail	24	16	44	36		
Commerce en Gros	1	0	1	10		
Commerce spécialisé	65	52	42	54		
Commerce à activité multiple	0	0	4	0		
<b>Secteur 4</b>	<b>132</b>	<b>75</b>	<b>181</b>	<b>91</b>	<b>43.2%</b>	<b>34.0%</b>
Activités Financières	5	4	3	0		
Entretiens et réparations	83	30	107	26		
Restaurations et hôtels	18	27	28	29		
Autres activités (Etude)	20	11	40	34		
Loisirs	6	3	3	2		
<b>Secteur 5</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	<b>17</b>	<b>16</b>	<b>4.0%</b>	<b>6.0%</b>
- Transport maritime	0	1	1	2		
- Transport Terrestre	2	1	0	0		
- Manutentions, Transit	12	8	0	0		
- Chemin de fer	0	0	16	14		
<b>Secteur 6</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0.5%</b>	<b>0%</b>
- Organismes Sociaux	1	2	2	0		
<b>Secteur 7</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0.2%</b>	<b>0.0%</b>
- Budget National	2	0	1	0		
<b>Secteur 8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0.5%</b>	<b>0.3%</b>
- Représentations (ambassade & consulat)	0	0	2	0		
- Organismes Spéciaux	0	0	0	1		
- Représentation diplomatique	0	0	0	0		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>315</b>	<b>333</b>	<b>419</b>	<b>267</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source: OPS

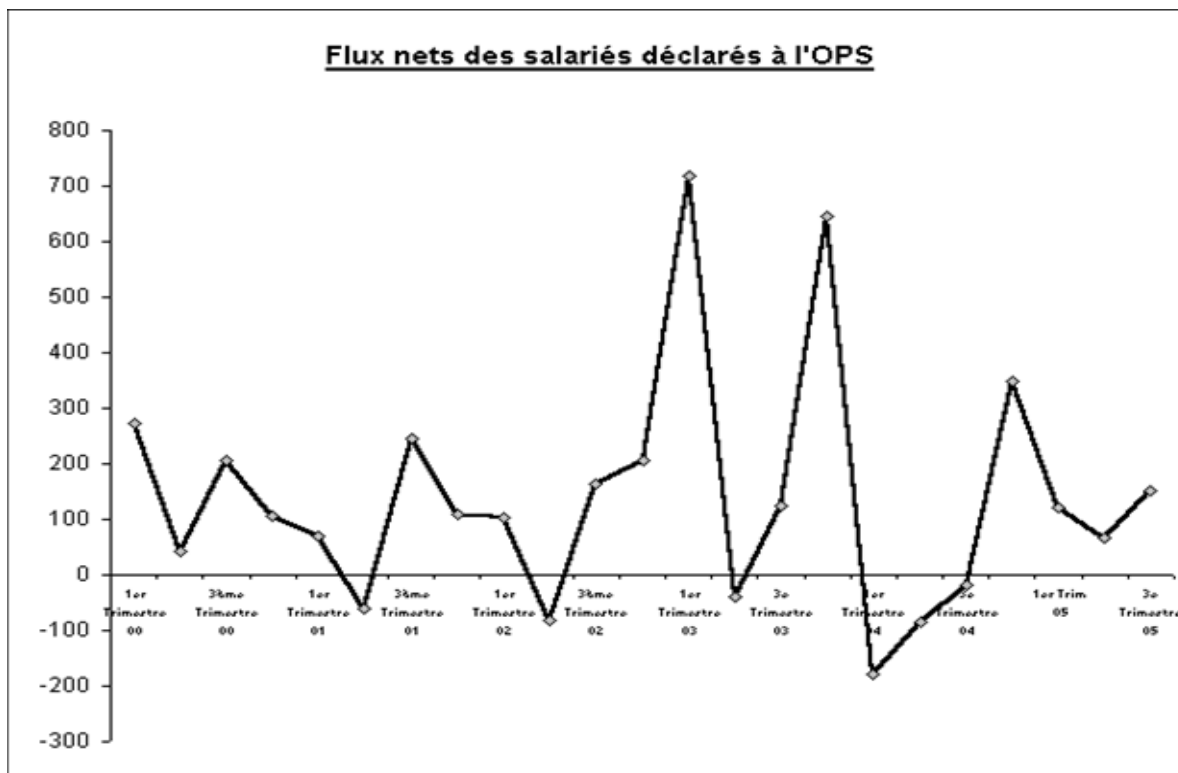
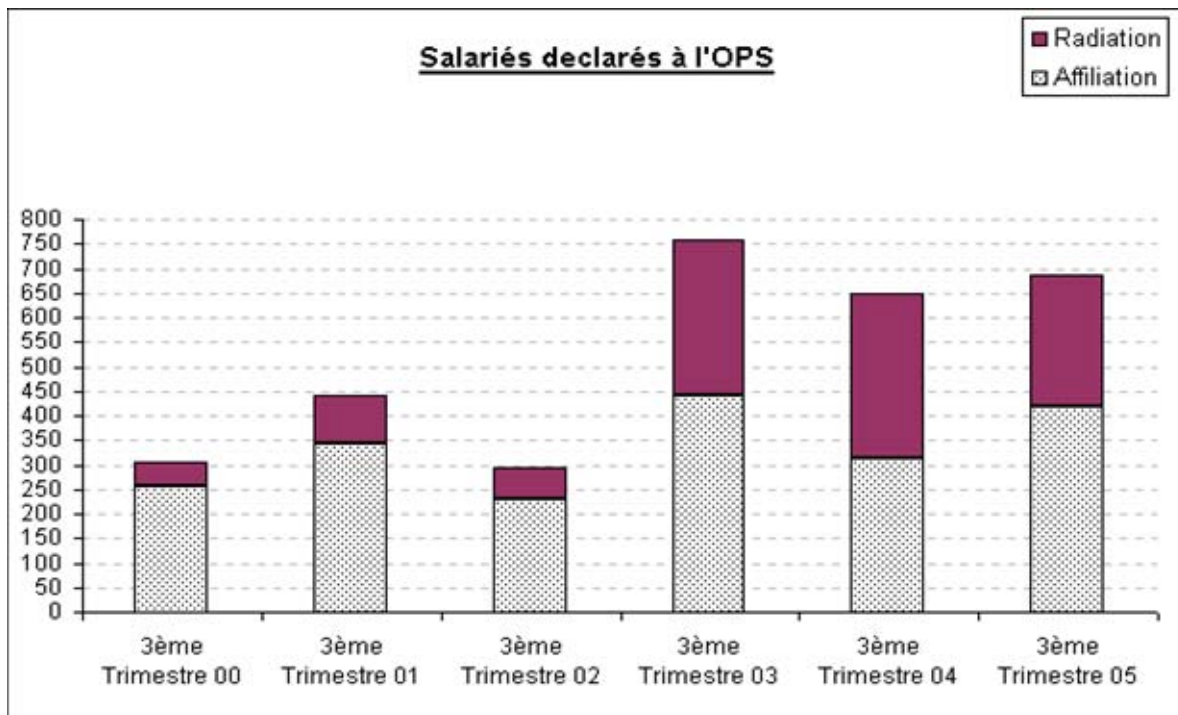
D'après les statistiques fournies par l'Organisme de Protection Sociale (OPS), il a été enregistré au troisième trimestre 2005, 419 emplois créés contre 267 suppressions, soit une création nette de 162 emplois. On note une hausse de 33% du niveau d'emplois créés par rapport à la même période de l'année 2004, alors que les suppressions d'emplois ont reculé de 19,8%.

Avec 181 emplois créés soit 43,2 % du total, le secteur 4 (activités financières, restaurations et hôtellerie, réparations et entretien) arrive en tête de la création. Ce secteur affiche 91 suppressions d'emplois et se classe en 2<sup>ème</sup> position des emplois supprimés, après celui de commerce.

Le secteur 3 (commerce en gros, commerce de détails, commerce spécialisé) se place en seconde position des emplois créés avec 91 emplois créés, mais on retrouve là un secteur instable avec 100 emplois supprimés, soit 37% du total de suppressions.

Le secteur 2 (Bâtiment et Travaux Publics) arrive à la troisième place en terme d'emplois créés (88 emplois), et comptabilise 44 emplois supprimés, soit une création nette de 44 emplois.

Enfin, le secteur 1 (industries, artisanats) affiche 37 emplois créés et enregistre 15 emplois supprimés.



#### IV. Les prix à la consommation au 3<sup>ème</sup> trimestre 2005

##### Tableau récapitulatif de grands groupes des produits

Base 100 : Mars-Avril 1999

Code	LIBELLE DES FONCTIONS	Indice Sept. 04	Indice Juin 05	Indice Sept. 05	Variations en %	
					/3 mois	/12 mois
<b>01</b>	Produit Alimentaires, Boissons et Tabac	109,3	111,1	112,4	- 0,3%	+ 2,6%
<b>011</b>	Produits alimentaires	100,7	104,0	106,2	- 0,7%	+ 1,3%
<b>012</b>	Boissons	97,9	97,6	97,2	+ 1,6%	+ 0,6%
<b>013</b>	Tabacs	131,6	129,7	129,1	+ 0,5%	+ 5,3%
<b>02</b>	Articles d'habillement et chaussants	98,8	96,1	95,0	+ 0,6%	+ 3,8%
<b>03</b>	Logement, eau, électricité, gaz et autres	109,9	119,0	119,8	+ 1,3%	+ 7,1%
<b>04</b>	Ameublement, équipemts.ménager entretien	99,9	99,5	102,2	+ 0,2%	+ 0,6%
<b>05</b>	Santé	101,3	100,5	96,8	+ 1,5%	+ 5,2%
<b>06</b>	Transports	113,3	117,8	119,8	+ 0,3%	+ 2,0%
<b>07</b>	Loisirs, spectacles et culture	96,1	97,6	97,6	0%	+ 0,1%
<b>08</b>	Enseignement	93,2	91,4	94,0	0%	- 4,9%
<b>09</b>	Hôtels, cafés, restaurants	106,8	110,1	108,7	0%	0%
<b>10</b>	Autres biens et services	99,8	101,2	101,1	+ 1,8%	+ 9,0%
	<b>Indice général</b>	<b>107,9</b>	<b>110,9</b>	<b>112,0</b>	<b>+1,0%</b>	<b>+ 3,8%</b>

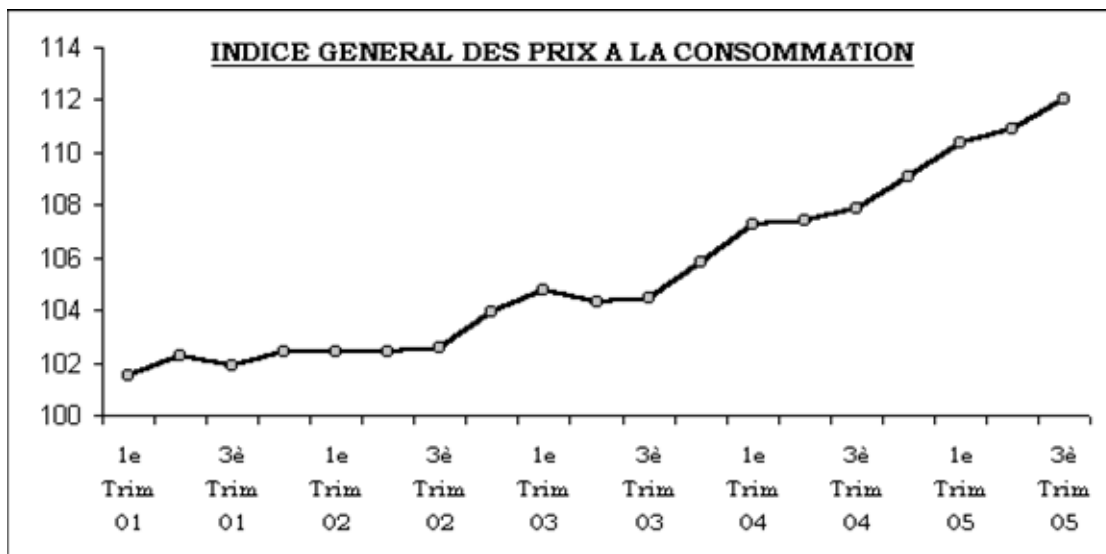
Source : DISED

L'indice général des prix à la consommation a progressé de 3,8 % entre septembre 2004 et septembre 2005.

L'ensemble de produits qui composent le panier des biens ont vu leur prix augmenter sur cette période de l'année excepté les prix la fonction « enseignement » (-4,9%) et ceux de la fonction « Hôtels et restauration » qui sont restés stables.

Parmi les produits dont les prix ont connu une hausse on pourra noter :

- ✓ Les Tabacs : + 5,3 %
- ✓ Les Articles d'habillements et chaussants : + 3,8 %
- ✓ La rubrique « Logements eau électricité et gaz » : + 7,1 %
- ✓ Les prix de la fonction Santé : + 5,2 %
- ✓ Transports : + 2 %
- ✓ Autres biens et services : + 9 %
- ✓ Produits Alimentaire : + 1,3 %



## B. Le budget de l'Etat au 30 septembre 2005

Tableau des opérations financières de l'Etat au 30 septembre 2005

En Millions FD

	Sep. 03	Sep.04	Sep.05	Variation 04/05
Recettes et Dons (1)	<b>26 597</b>	<b>28 834</b>	<b>29 958</b>	<b>+ 3,9%</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Recettes budgétaires</b></li> <li>- impôts directs</li> <li>- impôts indirects</li> <li>- Enregistrement, vignette, timbres</li> <li>- Contribution française assimilée aux taxes</li> <li>- Recettes non fiscales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>22 569</b></li> <li>7 775</li> <li>8 068</li> <li>783</li> <li>1 200</li> <li>4 743</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>23 382</b></li> <li>7 763</li> <li>8 097</li> <li>965</li> <li>3 053</li> <li>3 503</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>25 443</b></li> <li>8 561</li> <li>8 454</li> <li>967</li> <li>3 077</li> <li>4 384</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>+8,8%</b></li> <li>+ 10,3%</li> <li>+ 4,5%</li> <li>+ 0,2%</li> <li>+ 0,7%</li> <li>+ 25,1%</li> </ul>
● <b>Dons officiels</b>	<b>4 028</b>	<b>5 452</b>	<b>4 514</b>	<b>- 17,2%</b>
Dépenses totales (2)	<b>28 563</b>	<b>29 634</b>	<b>30 767</b>	<b>+3,8%</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Dépenses courantes</b></li> <li>- Salaires</li> <li>- Matériel</li> <li>- Entretien</li> <li>- Transfert</li> <li>- Intérêts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>21 092</b></li> <li>10 875</li> <li>6 033</li> <li>390</li> <li>3 571</li> <li>223</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>22 056</b></li> <li>11 893</li> <li>5 553</li> <li>635</li> <li>3643</li> <li>332</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>22 424</b></li> <li>12 242</li> <li>5 524</li> <li>439</li> <li>3 826</li> <li>393</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>+ 1,6%</b></li> <li>+ 3,0%</li> <li>- 0,5%</li> <li>- 30,8%</li> <li>+ 5,0%</li> <li>+ 18,4%</li> </ul>
● <b>Dépenses Sociales (financement extérieur)</b>	<b>2 523</b>	<b>2 728</b>	<b>3 060</b>	<b>+ 12,1%</b>
● Programmes sociaux additionnels	565	0	0	-
<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Dépenses d'investissements</b></li> <li>- Budgétaire</li> <li>- Financement. Extérieur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>4 383</b></li> <li>849</li> <li>3 534</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>4 850</b></li> <li>1 473</li> <li>3 377</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>5 283</b></li> <li>1 509</li> <li>3 774</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>+ 9,0%</b></li> <li>+ 2,4%</li> <li>+ 11,0%</li> </ul>
Solde base ordonnancement (1) – (2)	<b>- 1 966</b>	<b>- 800</b>	<b>- 809</b>	<b>+ 1,2%</b>
Recettes budgétaires - Dépenses courantes	<b>+ 1 477</b>	<b>+ 1 326</b>	<b>+ 3 019</b>	<b>+ 127%</b>

Source : Trésor National et CAPAS

Au cours des neuf premiers mois de l'année, la gestion des finances publiques a produit des résultats satisfaisants :

- maîtrise des dépenses publiques ;
- meilleur recouvrement des recettes budgétaires (un taux de recouvrement de 98%).

Ainsi, le solde budgétaire intérieur a dégagé un excédent de 3,019 milliards FD au 30 septembre soit une hausse de 125% par rapport à la même période de l'année 2004.

## **I – Les opérations financières de l'Etat**

### **1. Recettes et dons**

Les recettes et dons au 30 septembre 2005 s'élèvent à 29,958 milliards FD contre 28,834 milliards FD en 2004, soit une augmentation de 3,9 %.

Les performances en matière de recettes sont globalement en ligne avec les prévisions de l'année. Les taux de réalisation pour les diverses recettes sont les suivants :

	<b>Taux de réalisation au 30/09/2005</b>		<b>Loi de Finance rectificative</b>	
	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2005</b>	<b>2004</b>
Impôts directs	91%	99%	11 499	11 381
Impôts indirects	95%	95%	11 810	11 165
Recettes non-fiscales	83%	96%	6 109	5 609
Dons	92,4%	90%	6 656	7 849
Moyenne	90%	95%		

### **a) Les recettes budgétaires**

Au 30 septembre 2005, les recettes budgétaires s'établissent à 25,443 milliards FD contre 23,382 milliards de FD à la même période de l'année dernière soit une plus-value de 2,061 milliards (+ 8,8%). Tous les postes de recettes ont enregistré une croissance.

- **Les impôts directs** encaissés au 30 septembre 2005 s'élèvent à 8,561 milliards FD et connaissent une hausse de 10,3% sur une période d'une année. Les différentes composantes des impôts directs qui ont contribué à cette augmentation sont notamment les impôts sur les sociétés (+59%) et l'impôt sur les taxes et prestations de services (TPS) avec un accroissement de 15%.
- **Les impôts Indirects** recouvrés qui se chiffrent à 8,454 milliards FD ont également connu une croissance mais à un rythme moindre que les impôts directs soit 4,5%. Cette augmentation provient essentiellement des recettes au titre de la surtaxe sur l'alcool (+ 21,6%) et celle de la Taxe intérieure de consommation (+ 5%).
- Aussi les **recettes non fiscales** qui se montent à 3,503 milliards FD enregistrent une hausse importante de 25%, hausse due essentiellement aux revenus des domaines (+131%) dont ceux des domaines immobiliers (+128 %) ainsi que les recettes des valeurs mobilières (+129%).

### **b) Les dons officiels**

Les dons officiels reçus de nos partenaires au développement au 30 septembre 2005 s'établissent à 4,514 milliards FD, soit une baisse importante de 17,2% due à la fois aux dons affectés aux dépenses courantes (-47%) et aux dons affectés au Programme d'investissements publics (-17%).

## **2. Les dépenses**

Les dépenses totales de l'Etat qui ont atteint 30,767 milliards FD se sont accrues au même rythme que les recettes totales, soit 3,8% sur la période étudiée. Les dépenses courantes représentent 74% des dépenses totales, suivies de dépenses en capital (17%) et de dépenses sociales sur financements extérieurs (10%).

- **Les dépenses courantes**

Au 30 septembre 2005, les dépenses courantes s'élèvent à 22,424 milliards FD et connaissent une très légère hausse de 1,6%. La rubrique « salaires » qui se chiffre à 12,242 milliards FD soit 55% de dépenses courantes a augmenté de 3% sur la période. Le poste « Matériel » qui absorbe 25% de dépenses courantes (5,524 milliards FD) enregistre une légère baisse de 0,5%.

Quant aux dépenses consacrées aux « Transferts » qui s'élèvent à 3,826 milliards FD, elles représentent 17% de dépenses courantes et progressent de 5% d'une année à l'autre.

Les dépenses liées à l'Entretien (439 millions FD) sont les seules qui ont connu une baisse importante de 30,8%.

- **Les dépenses Sociales**

Les dépenses sociales sur financement extérieur qui comprennent des projets, financés sur prêts (ADETIP, FSD, etc..) et sur dons pour les secteurs sociaux (Education, Santé, autres) s'élèvent à 3,060 milliards FD soit 10% des dépenses courantes et affichent une hausse de 12 % par rapport à la même période de l'année 2004.

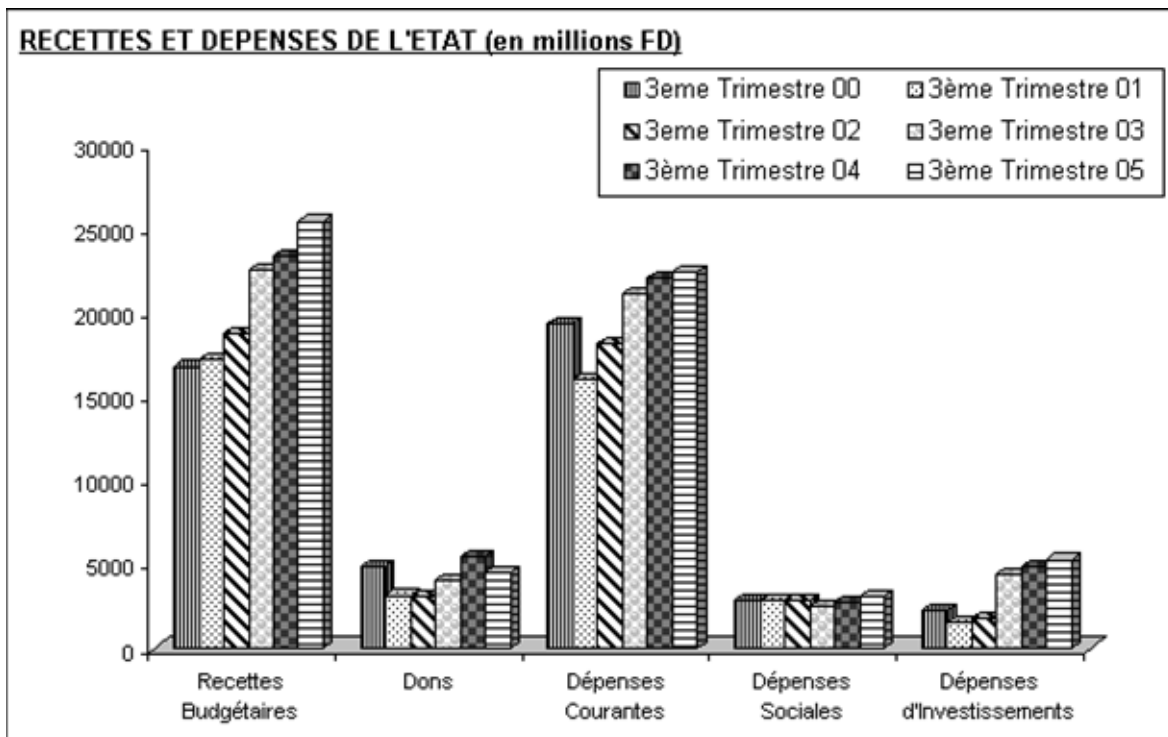
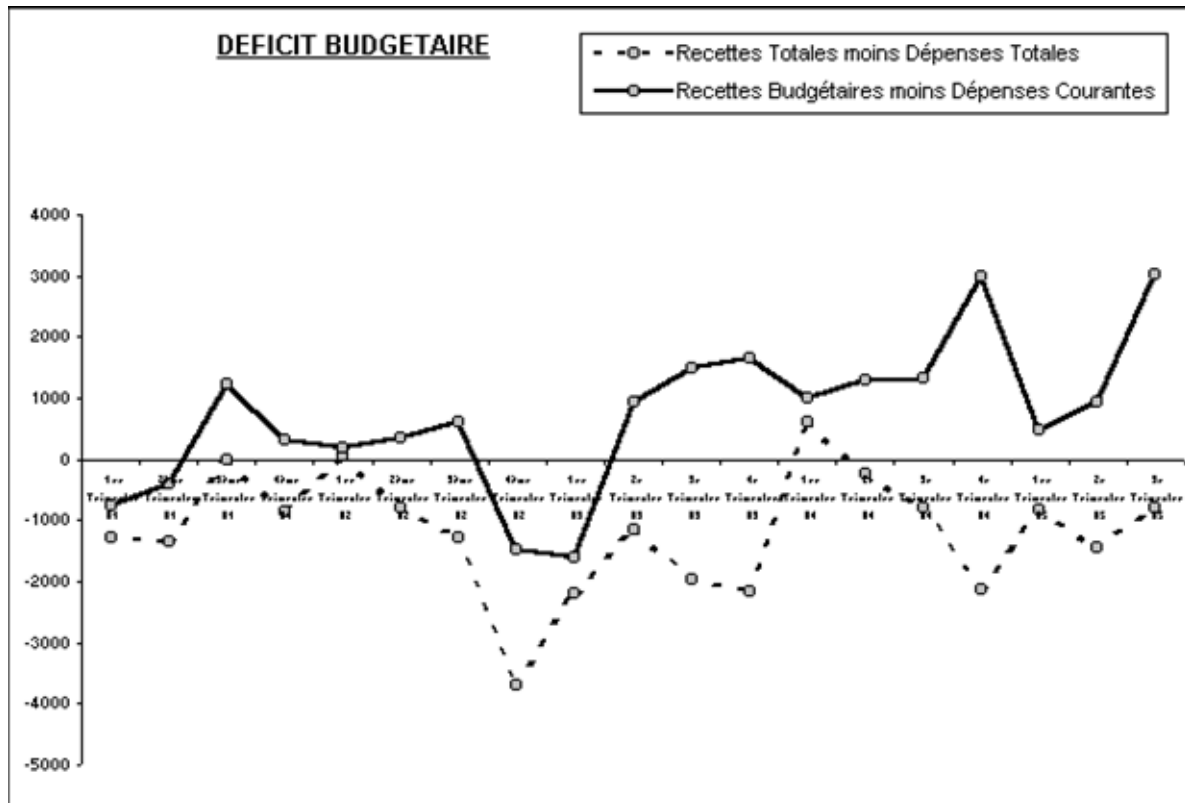
- **Les dépenses d'investissements**

Les dépenses allouées aux investissements s'élèvent à 5,283 milliards FD et augmentent de 9% en une période d'un an. Cette hausse est essentiellement due à l'accroissement des dépenses d'investissements sur financement extérieur de 11%. Les dépenses en capital sont financées en grande partie sur les ressources extérieures, soit plus de 71% de l'ensemble des investissements publics. Les subventions (dons - projets) contribuent à hauteur de 44% des ressources extérieures destinées à l'investissement alors que les prêts représentent 56% de ces ressources.

### **3) Le solde budgétaire**

Le solde budgétaire intérieur (recettes intérieures diminuées de dépenses courantes) a dégagé un excédent important de 3,019 milliards de FD, lequel est deux fois supérieur à celui enregistré en septembre 2004. Cet excédent est dû à un meilleur recouvrement des recettes budgétaire (taux de recouvrement de 98%) et à une bonne maîtrise des dépenses courantes (+1,6%).

Le solde global sur base ordonnancement (recettes et dons moins dépenses totales) accuse un déficit de 809 millions FD, causé par la hausse des dépenses d'investissement financées par les ressources extérieures.



### III. Les Investissements publics au 30 septembre 2005

En millions FD

Secteurs	Décaissements 30 sept. 04	Décaissements. 30 sept. 05	% dans le total 30 Sept. 04	% dans le total 30 Sept. 05
<b>Agriculture/élevage et pêche</b>	35	97	1 %	2,1%
<b>Eau</b>	0	369	0 %	8 ,1%
<b>Infrastructures et Equipements</b>	698	621	18 %	13,6 %
<b>Urbanisme et Logement</b>	799	720	21 %	15,8 %
<b>Lutte contre pauvreté</b>	458	1 040	12 %	22,7 %
<b>Education</b>	1 400	705	36 %	15,5%
<b>Santé</b>	397	920	10,5 %	20 %
<b>Appui à la Gestion de l'Economie</b>	48	92	1,5 %	2 %
<b>TOTAL</b>	<b>3 835</b>	<b>4 564</b>	<b>100 %</b>	<b>100%</b>

Source : Direction de l'Economie (PIP) et DFE

Les décaissements cumulés au 30 septembre 2005 au titre des projets d'investissements publics financés sur ressources extérieures s'élèvent à 4,564 milliards FD. Ce montant enregistre une hausse de 19% comparé à celui constaté à même période au cours de l'année 2004.

Concernant la répartition sectorielle, les projets initiés par les secteurs sociaux à savoir l'éducation, la santé et la lutte contre la pauvreté absorbent à eux seuls 60% des décaissements.

- **La lutte contre la pauvreté (22,7%)** : Il s'agit d'une part des activités visant la réhabilitation des infrastructures socio-économiques (écoles, digues, dispensaires etc.) en faveur des populations victimes des inondations d'Avril 2004, avec l'appui principalement de la Banque mondiale et du Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES). D'autre part on note la poursuite des projets de filet social tels que l'Adetip et le Fonds social de développement qui à travers des activités à haute intensité de main d'œuvre et la distribution des micro-credits concourent à la lutte contre le chômage et la pauvreté.
- **La Santé (20%)** : Les principaux projets du secteur participent au développement des services de santé de base, à la lutte contre le VIH Sida, la tuberculose et le paludisme, ces projets sont financés par la Banque Mondiale.
- **L'Education (15,5%)** : il s'agit principalement de la poursuite de l'amélioration de la capacité d'accueil des établissements scolaires primaires et secondaires dans l'ensemble pays, avec l'appui des différents partenaires de développement, notamment les institutions financières arabes.
- Enfin, le secteur de l'Urbanisme/Habitat et celui des Infrastructures Routières ont absorbé respectivement 15% et 13% des décaissements au cours de cette période. Quant au taux d'exécution global des dépenses d'investissement sur ressources extérieures, il atteint 66% de la prévision annuelle.

## C - La situation monétaire au 3<sup>ème</sup> trimestre 2005

### I - Evolution des principaux agrégats monétaires

Au 30 septembre 2005 la masse monétaire s'établit à 101,442 milliards FD et affiche une hausse de 12,8 % sur une période d'un an.

(BCD, Banques en activités et Trésor)

Composantes	En Millions FD				
	Sept 2004	Juin 2005	Sept 2005	Variation sur 3 mois	Variation sur 1 ans
<i>Monnaie Fiduciaire</i>	<b>11 429</b>	<b>12 847</b>	<b>12 220</b>	- 5 %	+ 7 %
Dépôts à vue en FD	26 556	29 458	28 158	- 4,41 %	+ 6 %
- dans les banques	21 636	24 538	23 238	-5,29 %	+ 7,4 %
- au trésor	4 920	4 920	4 920	-	--
Dépôts à terme en FD	9 245	9 155	10 004	9,27 %	+ 8,2 %
<b>Dépôts total en FD</b>	<b>35 801</b>	<b>38 613</b>	<b>38 162</b>	<b>- 1,16 %</b>	<b>+ 7 %</b>
<b>Dépôts en devises</b>	<b>42 709</b>	<b>48 830</b>	<b>51 060</b>	<b>+ 4,5 %</b>	<b>+ 19,5 %</b>
- à vue	11 582	12 240	13 882	+ 13,4 %	+ 17,1 %
- à terme	31 127	36 590	37 178	+ 2 %	+ 19,43 %
<b>Total Masse Monétaire</b>	<b>89 939</b>	<b>100 290</b>	<b>101 442</b>	<b>+1,2 %</b>	<b>+12,8 %</b>

Source: BCD

- **La monnaie fiduciaire (Billets et Pièces) : 12,220 milliards FD**

Les billets et pièces en circulation au cours du troisième trimestre 2005 ont progressé de 7 % par rapport à la même période en 2004. On remarque que cette même rubrique enregistre une baisse (-5 %) sur une période de trois mois. La monnaie fiduciaire représente 12 % de la masse monétaire totale au 3<sup>ème</sup> trimestre 2005, cette part est restée presque la même à celle l'année passée (12,7%).

- **Les dépôts en Francs Djiboutiens : 38,162 milliards FD**

Les dépôts en monnaie nationale ont augmenté de 7 % avec 38,162 milliards FD au 3<sup>ème</sup> trimestre 2005 contre 35,801 milliards FD à la même période de l'année précédente. Les dépôts à vue en FD (qui représente 73,8 % du total des dépôts en monnaie nationale) sont en hausse de 6 %, de même que les dépôts

à terme en FD (26% du total des dépôts en monnaie nationale) ont augmenté de 8,2 % au cours de la même période. La part des dépôts en monnaie nationale dans la masse monétaire est en légère diminution en passant de 40% à 38% d'une année à l'autre.

- **Les dépôts en devises : 51,060 milliards FD**

Les dépôts en devises s'établissent à 51,060 milliards FD et enregistre une hausse de 19,5 %, ce qui a fortement contribué à l'accroissement de la masse monétaire sachant que les dépôts en devises représentent 50% du total de la masse monétaire. Les dépôts en devises à terme (72% des dépôts en devises) et à vue augmentent respectivement de 19 % et de 17% comparés au niveau de l'année dernière.

## **II - Les contreparties de la masse monétaire**

Au 30 septembre 2005, les contreparties de la masse monétaire ont évolué comme suit :

**Masse Monétaire = Avoirs Extérieurs Nets + Crédit Intérieur - Autres Postes Nets**

En Millions FD

<b>Composantes</b>	<b>Sept 2004</b>	<b>Juin 2005</b>	<b>Sept 2005</b>	<b>Variation sur 3 mois</b>	<b>Variation sur 1 ans</b>
<b><i>Avoirs extérieurs nets</i></b>	<b>68 092</b>	<b>76 808</b>	<b>77 188</b>	<b>+ 0,49 %</b>	<b>+13,3 %</b>
• Autorités monétaires	12 326	11 722	10 710	- 8,6 %	- 13,1 %
• Banques commerciales	55 766	65 086	66 478	+ 2,13 %	+19,2 %
<b><i>Crédits intérieurs</i></b>	<b>35 413</b>	<b>36 465</b>	<b>37 776</b>	<b>+ 5 %</b>	<b>+ 7 %</b>
• créances sur l'Etat	10 040	9 632	10 073	+ 4,57 %	+ 0,32 %
• crédits à l'économie	25 373	26 833	27 703	+ 3,24 %	+ 9,1 %
-aux entreprises publiques	1 191	1 094	1 059	- 3,19 %	-11,08 %
- au secteur privé	24 182	25 739	26 644	+ 3,51 %	+ 10,18 %
<b><i>Autres postes nets</i></b>	<b>-13 566</b>	<b>- 12 983</b>	<b>- 13 522</b>	<b>+ 4,15 %</b>	<b>- 0,32%</b>
<b>Total Masse monétaire</b>	<b>89 939</b>	<b>100 290</b>	<b>101 442</b>	<b>+ 1,2%</b>	<b>+ 12,8 %</b>

### **a) Les Avoirs Extérieure Nets : 77,188 milliards FD**

Les Avoirs Extérieure Nets ont enregistré une progression annuelle de 13,3 %, sous l'impulsion des avoirs extérieurs nets des banques commerciales qui ont connu une hausse de 19,2% lesquels représentent 86 % du total des Avoirs extérieurs nets au 30 septembre 2005. Par ailleurs, les avoirs des autorités monétaires ont reculé de 13,1 % au cours de la même période.

### **b) Le Crédit Intérieur : 37, 776 milliards FD**

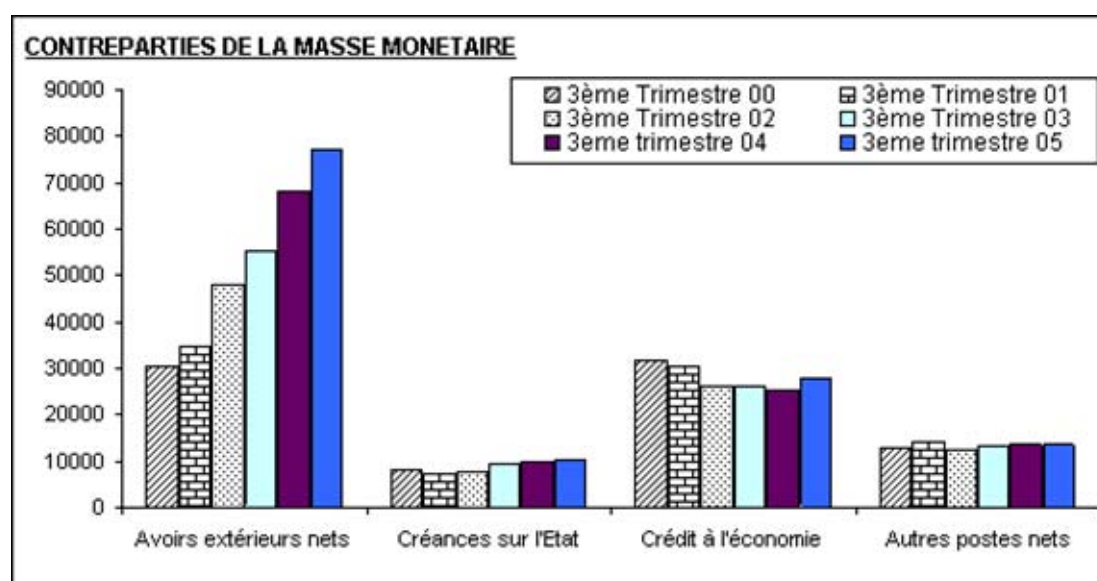
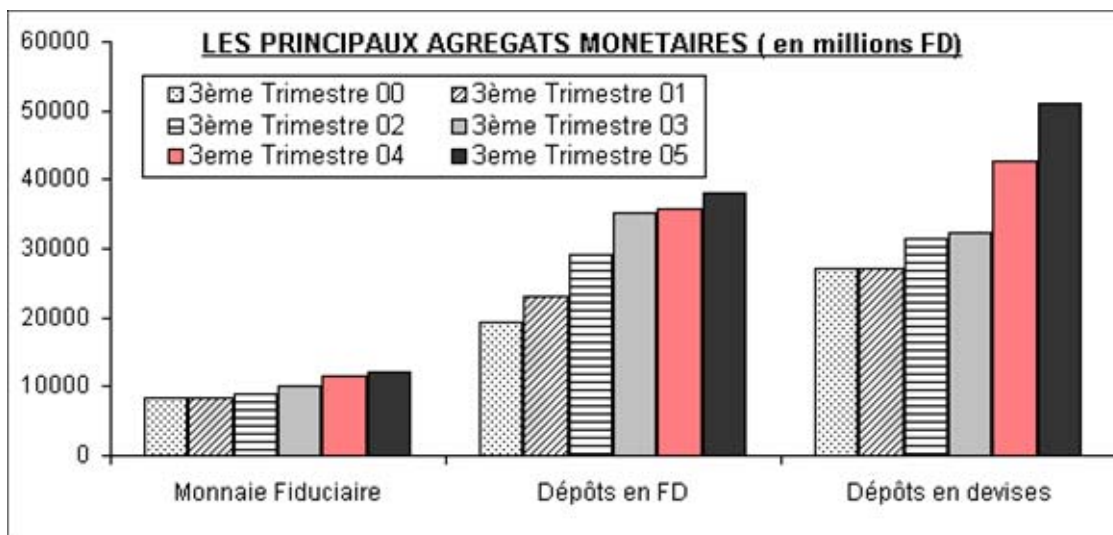
Le crédit intérieur a augmenté de 7% par rapport à son niveau de septembre 2004.

**Le crédit à l'économie** qui représente 73% du crédit intérieur a connu une hausse de 9% comparé au montant accordé au cours de la même période en 2004, ce crédit est également en progression de 3 % sur un trimestre.

**Le crédit net alloué à l'Etat** enregistre quant à lui une hausse insignifiante de 0,32 % sur une année, ce qui constitue une tendance favorable au désendettement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

### ***Structure de la contrepartie de la masse monétaire***

<b>Composantes</b>	<b>Sept 2004</b>	<b>juin 2005</b>	<b>Sept 2005</b>
Avoirs extérieurs nets	75,7%	78,5%	76,0 %
Crédit intérieur	39,3%	36,3%	37,2 %
• créances sur l'Etat	11,1 %	9,6%	10 %
• Crédits à l'économie	28,2 %	26,7%	27,2%
Autres postes nets	- 15,0 %	- 14,8%	- 13,2 %
<b>Total Masse Monétaire</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>



# **DOSSIER**

# LA MICROFINANCE A DJIBOUTI

## INTRODUCTION

Véritablement installée dans les mœurs vers les années 70, à travers les premières expériences de micro-crédits au Bangladesh, la microfinance offre aujourd'hui une vaste gamme de service allant de l'accès au crédit au transfert d'argent, en passant par l'épargne. La mission première de ce secteur est la création d'institutions financières plus souples que les circuits bancaires classiques, destinées à servir une clientèle pauvre.

Du fait de la faiblesse de leurs revenus, les pauvres qui investissent dans des activités génératrices de revenus n'ont pas accès aux services bancaires formels qui exigent des conditions draconiennes (documents d'identification, garanties, dépôts minimums, etc.). La microfinance permet ainsi aux pauvres et petits commerçants ou micro-entrepreneurs, d'augmenter leurs revenus et de créer des entreprises viables tout en intégrant le circuit financier. Elle représente un outil important de lutte contre la pauvreté et est considérée comme une des stratégies en vue d'atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

Djibouti est caractérisé par un faible développement du secteur bancaire et par un secteur de microfinance qui demeure à l'heure actuelle dans un état encore très embryonnaire. Dans le secteur de la microfinance, l'institution phare est le Fonds Social de Développement, la deuxième institution qui sera opérationnelle très prochainement est le Fonds de Développement Economique, qui est un mécanisme alternatif de financement de PMI/PME et enfin un réseau national de caisses d'épargne et de crédit mise en place dans le cadre d'un projet financé par le FIDA.

## **I. LE SECTEUR DE LA MICROFINANCE**

### **I-1 Caractéristique du secteur**

Très peu nombreux sont ceux qui s'intéressent à la microfinance à Djibouti. Un secteur encore jeune et dominé par une seule institution opérationnelle, une offre inappropriée et concentrée dans le capital.

La demande pour les services de microfinance à Djibouti est encore insuffisamment connue tant quantitativement que qualitativement. Des enquêtes ou études ne sont pas encore réalisées sur l'épargne à Djibouti.

En ce qui concerne, le comportement de l'épargne des djiboutiens, il est caractérisé par le phénomène de la thésaurisation. Le secteur de microfinance ne mobilise pas actuellement l'épargne de la population, une pratique informelle telle que les tontines est très répandue.

Cette situation dénote une culture faible de l'épargne qui engendre une très faible mobilisation de ressource nécessaire pour une meilleure planification des dépenses, surtout auprès des femmes, et de disposer d'une source de financement pour démarrer des activités génératrices de revenu.

Pour combler ce manque de financement, des institutions telles que, le Fond social de Développement, le PAM, l'OMS ont mis en place des moyens qui vont permettre l'intégration économique et sociale des personnes pauvres.

### **I-2 Les institutions de microfinance (IMF)**

A l'heure actuelle, le secteur comprend très peu d'acteurs. Cela s'explique d'une part par la jeunesse du secteur (la première expérience structurée, en 1996 avec l'ONG CARITAS Djibouti sous forme de projet) et d'autre part par un contexte socio-économique qui est à l'origine du rétrécissement de l'offre.

## Résultats Globaux atteints par les IMF :

- Encours de crédits : 166 938 298 FD
- 29 points de services
- 2 911 clients (100 % femmes)
- Taux moyen de remboursement : 97 %
- Montant des dépôts : 0 FD

Les bénéficiaires de microfinance jusqu'à ce jour sont exclusivement des femmes.

### A) L'ONG CARITAS Djibouti

Ce projet fut un « grand succès et une première » dans l'histoire de Djibouti, et qui a financé exclusivement les femmes suivant le modèle de la Gramen Bank. Il était lancé en 1996, afin d'atténuer les conséquences des ajustements sur les populations défavorisées. A la clôture du projet en 2001, les résultats suivants sont atteints :

- 654 femmes ont bénéficié du microcrédit ;
- Environ 23 millions FD de crédit encours ;
- 126 millions FD de crédit cumulé ;
- Taux moyen de remboursement : 97%.

### B) Le Fonds Social de Développement (FSD)

FSD : projet financé par la BAD, complété par le PNUD, montant global du volet de microcrédit de 10 Millions FD, des prêts destinés exclusivement au renforcement des activités économiques diverses (artisanat, agriculture, pêche, services et commerce).

Présent sur toute l'étendue du territoire avec 14 points de service, le FSD et ses partenaires relais ont depuis l'année 2001 jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2005 touché:

- 2730 femmes (dont 1618 femmes à Djibouti-ville, 246 à Dikhil, 346 Ali-sabieh, 358 à Tadjourah, 80 à Obock et 156 à Arta) ;
- Octroyé 2 886 crédits ;
- Les montants du crédit varient de 30 000 FD à 100 000 FD ;
- Encours de crédits : 163 578 298 FD ;

- Taux d'intérêt de 3%
- Taux moyen de remboursement de 97 % ;

Durant cette période, le fond social de développement a financé les activités suivantes :

- Vendeuses de beignets et gâteaux absorbent 17% de financement du FSD ;
- Vêtements, 17% également ;
- Restaurants en plein air : 13%
- Boutiques : 10%
- Vendeuses de glaces : 7%

Le projet vise particulièrement les couches sociales les plus démunies de la population. D'après les statistiques, l'âge de la majorité des bénéficiaires est compris entre 30 et 55 ans. Plus de 45% des femmes sont nées entre 1946 et 1960, 30% des femmes ont 39 ans et 25% ont 30 ans.

#### C) L'expérience de l'OMS à travers son programme de Besoins Essentiels de Développement

L'expérience de l'OMS vise à appuyer les citoyens les plus vulnérables de certaines localités à développer des activités génératrices de revenu. Les montants prêtés vont de 30 000 FD à 50 000 FD avec un taux d'intérêt de 10%.

Démarré en 2000, cette initiative a au 30 septembre 2005, touché 64 personnes avec un taux de remboursement global de 100%.

#### D) Le Projet de micro finance du Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Il s'agit ici d'une initiative de conversion des femmes exciseuses qui vise à leur octroyer des ressources pour développer des activités génératrices de revenus en contrepartie de l'abandon de leur « métier de base ». Les montants des crédits varient entre 50 000 et 100 000FD avec un taux d'intérêt nul (0%). Le remboursement est mensuel.

E) Le Projet de Développement de la Microfinance et de la Microentreprise, PDMM/FIDA

Le PDMM est un projet du Gouvernement financé par le FIDA (Fonds international pour le développement agricole) qui vise principalement la mise en place d'un réseau national de caisses d'épargne et de crédit. Prévu pour démarrer en 2003 sur une période de 8 ans, ce projet permettra la création d'une dizaine de caisses d'épargne et de crédit autogérés par les populations à la base, principalement dans les districts et dans le périurbain de Djibouti ville. A la fin du projet, il est espéré toucher 7 000 membres/clients.

F) Le Fonds de Développement Economique de Djibouti : FDED

Le Fonds de Développement Economique de Djibouti est un établissement public dont le capital appartient en totalité à l'Etat, avec une participation d'un seul bailleur de fonds qui est le Fonds Koweïtien (un montant qui varie entre 5 à 50 millions de FD). Placé sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances, le Fonds accorde la priorité aux projets de création, de reprise ou d'extension d'entreprises relevant des secteurs suivants :

- Agriculture et élevage ;
- Pêche ;
- Tourisme et artisanat ;
- Tertiaire (Commerce, activités de services) ;
- Mines et Industries de transformation des matières premières nationales.

Le Fonds va intervenir sur tout le territoire national et favorise un équilibre régional des investissements. Le FDED compte démarrer ses activités au cours du premier trimestre 2006.

G) les ONG et les associations

Il existe au total une quinzaine d'ONG (UNFDJ, ACP, DJIB-AID, TADJJ-AID, AFO, etc.) et associations structurées qui œuvrent dans le domaine de la microfinance. Le Fond social de développement fournit de ligne de crédit aux ONG relais à un taux d'intérêt de 3%. Ces dernières procèdent ensuite à l'octroi

de prêts au taux de 18% aux femmes organisées en groupe solidaire à Djibouti-ville et dans les Districts de l'Intérieur.

## **II- LE CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRE DE LA MICROFINANCE**

Jusqu'à ce jour, les activités de microfinance n'ont pas une réglementation spécifique. En effet, les activités financières des banques et établissements de crédits sont régies par deux lois promulguées le 10 août 2000, complétées par des instructions de la Banque Centrale de Djibouti. Il s'agit des lois 91/AN/05/5è L et 92/AN/05/5éL du 16 janvier 2005.

La loi 92/AN/05/5éL est relative aux statuts de la BCD, et définit l'étendue de sa mission, établit son mode d'administration et de contrôle. Cette loi définit 4 catégories d'établissements (les Banques, les établissements financiers non autorisés à recevoir des dépôts du public, mais autorisés à leur fournir d'autres services financiers, les banque offshore, les cambistes ou changeurs).

Ces deux lois sont complétées par quelques instructions et décisions de la BCD dont certaines sont relatives aux activités des caisses d'épargne et de crédit (Il s'agit de l'instruction n°16/BCD/04).

## **III – LES PERSPECTIVES**

La microfinance est un outil puissant contre la pauvreté. Accéder à des services financiers permet aux pauvres d'augmenter leurs revenus, accumuler des biens et de réduire leur vulnérabilité aux chocs externes. La microfinance permet aux ménages défavorisés de passer d'une logique de survie au quotidien à une planification de leur avenir et d'investir pour une alimentation, une habitation, une santé et une éducation meilleures.

Vu l'importance du secteur, le gouvernement a mis en place un comité de réflexion sur la microfinance, placé sous la tutelle de la Banque Centrale de Djibouti, et composé des représentants du gouvernement et de tous les acteurs de la microfinance.

Le comité aura pour mandat essentiel de :

- Etablir une stratégie nationale pour le développement de la microfinance ;
- Elaborer une réglementation complète et durable sur la microfinance ;
- Mettre en œuvre avec d'autres acteurs des programmes de renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs de la microfinance à Djibouti ;

#### **IV- CONCLUSIONS**

Le secteur souffre de certaines faiblesses et contraintes qui peuvent freiner son développement, dont les principales sont :

- Absence de concertation et de coordination entre les acteurs ;
- Absence de vision institutionnelle ;
- Marché très étroit ;
- Insuffisance de ressources humaines qualifiées ;
- Absence de produits d'épargne ;
- Absence de données statistiques exhaustives et fiables sur le secteur ;

Cependant, la microfinance peut contribuer davantage de manière harmonieuse et équitable au développement économique et social à condition de :

- Développer une vision commune ;
- Renforcer la concertation et la coordination des acteurs ;
- Mobiliser les ressources financières et technologiques requises ;
- D'élargir l'accès des services de microfinance aux populations démunies en milieu rural ;
- Partager les expériences multiples et diverses en vigueur dans le pays du Sud (Sénégal, Maroc, Ethiopie, Kenya ...etc.) ;

- Une collaboration financière accrue de la part des banques commerciales (pour qu'elles prennent la suite avec les bénéficiaires de FDED).

Les phases de développement du secteur de la microfinance.

Il est intéressant de passer en revue la manière dont la microfinance s'est développée dans des pays qui disposent aujourd'hui d'un secteur de microfinance mature. Quoique chaque pays ait ses propres caractéristiques, on considère généralement que le développement du secteur de la microfinance suit les 4 phases suivantes : démarrage, expansion, consolidation et intégration.

**Phase de démarrage** (le cas de notre pays) : Durant cette phase, les activités de microfinance sont introduites en général sous forme de projets pilotes. Les produits et services financiers sont peu diversifiés. En fait, ils sont dans une phase de test et de développement pour un marché en création. Au niveau des IMF (institutions de microfinance), un accent est mis sur les ressources humaines capables de proposer des méthodologies et modalités de services et produits rentables. Au cours de cette phase, les subventions sont dominantes.

**Phase d'expansion** : C'est la phase au cours de laquelle les IMF leaders se préoccupent d'élargir la gamme de leurs opérations et de leur clientèle. Leur réussite leur permet de monopoliser une grande part du marché potentiel.

D'autres IMF s'inspirent et copient leurs méthodologies. L'accent est mis sur le développement des activités et des démarches des IMF sur la mobilisation des ressources pour financer la croissance. L'expansion du secteur permet de réaliser des économies d'échelle et des résultats d'exploitation positifs. Les IMF continuent de bénéficier de subventions pour le renforcement institutionnel mais elles recourent à des prêts souples des banques, des bailleurs de fonds et de certains investisseurs pour financer leur croissance.

**Phase de consolidation** : C'est la phase au cours de laquelle les IMF leaders se focalisent sur leur viabilité et sur la pérennité de leurs opérations. L'accent

est mis sur le renforcement institutionnel. C'est en effet, une étape caractérisée par la formalisation de l'organisation interne des IMF (manuels de procédures et de gestion des produits, SIG...). Le secteur de la microfinance se formalisant, la réglementation du secteur devient nécessaire. La concurrence est vive entre les IMF qui sont obligées d'améliorer leur productivité et d'innover pour conserver et élargir leur part de marché. Les subventions au secteur s'amenuisent et n'interviennent que sur des aspects tels que le renforcement des capacités des principaux acteurs du secteur.

***Phase d'intégration*** : Dans la phase d'intégration, les IMF leaders font partie intégrante du secteur financier formel réglementé par la Banque Centrale et offrent une gamme de produits répondant aux besoins de la majorité des segments du marché. Cette intégration du secteur de la microfinance au secteur financier formel permet l'accélération de la croissance et du développement économique. Les caractéristiques principales de cette phase sont : la transformation des IMF en institutions réglementées et la disparition des subventions pour les IMF.